

LA RESPONSABILITÉ

A RAISON

DES DOMMAGES CAUSÉS

PAR LES LAPINS DE GARENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

ROGER SERAINE

Président : M. NIBOYET, professeur.

Suffragants { MM. ROUAST, *professeur.*
 AMIAUD, *professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

LA RESPONSABILITÉ
A RAISON
DES DOMMAGES CAUSÉS
PAR LES LAPINS DE GARENNE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA RESPONSABILITÉ

A RAISON

DES DOMMAGES CAUSÉS

PAR LES LAPINS DE GARENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

ROGER SERAINE

Président : M. NIBOYET, professeur.

Suffragants { MM. ROUAST, professeur.
 AMIAUD, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



LA RESPONSABILITÉ

A RAISON DES DOMMAGES CAUSÉS

PAR LES LAPINS DE GARENNE

INTRODUCTION

Le droit de chasse n'est plus en France, à notre époque, ce qu'il était avant la Révolution et ce qu'il est encore dans quelques pays voisins, l'attribut d'une petite minorité.

De ce changement c'est le gibier qui a supporté tous les effets : le nombre de ses destructeurs ayant considérablement augmenté, il se fait de plus en plus rare et certaines espèces tendent même à disparaître complètement.

En présence de ce fait, les propriétaires de forêts, les locataires de chasses, les sociétés de chasse ont été amenés à envisager la question du repeuplement en gibier. Leurs efforts se sont portés principalement sur le lapin de garenne qui se reproduit facilement et très rapidement et qui ne nécessite pas de frais d'élevage.

Malheureusement, lorsqu'il devient abondant, le lapin de garenne constitue un danger constant pour les alentours. Il se répand sur les propriétés voisines et cause de sérieux dommages aux cultures et même aux jeunes plantations.

C'est alors que le conflit surgit entre chasseurs et cultivateurs. Il s'agit de concilier deux intérêts opposés : la conservation des récoltes et le libre exercice du droit de chasse. Si la légitimité du premier ne peut être contestée, il ne faut pourtant pas sacrifier le second. « S'il convient de protéger énergiquement les récoltes, juste récompense d'efforts incessants et d'un labeur aussi rude qu'opiniâtre, dit M. Leblond ¹, ne convient-il pas aussi de ne pas sacrifier entièrement à ces intérêts, si graves qu'ils paraissent, un droit toujours chèrement acquis et un attribut de la propriété elle-même ? »

On peut invoquer, en faveur du respect du droit de chasse, de sérieux arguments. N'est-il pas inhérent, en effet, au droit de propriété que la Révolution a proclamé inviolable et sacré ?

D'autre part, si la chasse peut être considérée comme un luxe, c'est un plaisir qui se paye et les cultivateurs retirent de la location de leur chasse un revenu parfois presque égal au revenu naturel de leurs propriétés. D'autant plus que les terrains les moins fertiles, les terrains en friche sont les plus giboyeux.

La chasse n'est pas seulement un revenu pour le cultivateur, mais aussi pour le fisc. Celui qui veut chasser doit, avant toute autre chose, verser le montant du prix d'un permis de chasse ² qui pourtant ne confère pas par lui-

1. *Code de la chasse et de la louveterie*, t. II, n° 384.

2. Le prix du permis départemental est aujourd'hui de 54 francs contre 28 francs avant-guerre.

même le droit de tuer du gibier, mais seulement l'avantage de mettre son possesseur à l'abri d'un procès-verbal.

Il y a plus et l'on peut dire que la chasse joue un rôle dans l'économie nationale. C'est autour d'elle que vivent certaines industries : la fabrication des armes et des munitions, sans compter l'élevage des chiens et des furets. La vente du gibier elle-même donne lieu à un commerce important.

D'ailleurs les procès en cette matière ont souvent pour origine le désir de spéculation des cultivateurs qui n'hésitent pas à provoquer eux-mêmes les dommages en semant, dans de maigres champs voisins de la forêt, des cultures recherchées des lapins. Ils invoqueront ensuite le ravage d'un champ de blé, pourtant bien clairsemé, pour réclamer une indemnité élevée. Car ils attendent beaucoup de l'inexpérience des chasseurs et de la bienveillance du juge de paix.

Et il importe de remarquer que les cultivateurs ne sont pas dépourvus de tout moyen de se protéger. L'article 9 de la loi du 3 mai 1844 permet à tout propriétaire ou fermier de détruire en tout temps, sans permis et avec armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient atteinte à sa propriété. Et certains auteurs¹ rangent les lapins au nombre des bêtes fauves.

Sans aller jusqu'à partager ce point de vue on peut dire

1. De Villequez. *De la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles.* n°s 59-60. Voir aussi Forgeot : *Les lapins de garenne devant la loi de la jurisprudence*, p. 55.

que les cultivateurs possèdent encore d'autre ressources. En vertu de la loi du 5 avril 1884 ¹, le maire, dans chaque commune, a le droit de prendre, de concert avec les propriétaires ou détenteurs du droit de chasse, toutes mesures utiles pour la destruction des animaux nuisibles. Le Préfet a aussi ce même droit, d'après l'arrêté du 19 Pluviose an V ; la loi du 10 mars 1930 le rappelle formellement et décide, dans son article 1^{er}, que les dispositions de cet arrêté seront applicables au lapin de garenne dans les départements où il sera déclaré gravement nuisible. Or, ce sera le cas dans tous les départements où les lapins de garenne sont abondants et causent des dommages importants.

Telles sont les données du problème posé au législateur. Nous verrons qu'il ne l'a pas entièrement résolu et que son œuvre a été complétée par celle de la jurisprudence ².

1. *Loi sur l'organisation municipale*, article 90.

2. On ne trouve rien sur la question jusqu'en 1876.

L'article 95 du projet de Code rural déposé au Sénat en 1876 porte la disposition suivante : « Tout propriétaire d'un terrain, même clos, qui y possède une garenne ou un clapier, ou qui a négligé de détruire les terriers est responsable du dommage causé par les lapins qui y sont établis. Il encourt la même responsabilité si, n'ayant ni garenne, ni clapier, il néglige de détruire les lapins établis dans sa propriété sans son fait et s'oppose à ce que le propriétaire qui en souffre s'y introduise pour les détruire lui-même.

Cet article ne fait que sanctionner la jurisprudence suivie jusqu'à nos jours. Le projet réglemeute également l'établissement des garennes ouvertes.

La proposition de loi de MM. Vergoin et Colfavru, du 20 juillet 1887, non adoptée par le Parlement, organise une justice spéciale (compétence exclusive du juge de paix assisté de trois jurés communaux) en même temps qu'elle rend le propriétaire responsable de plein droit.

La proposition (non adoptée) de M. Graux, du 23 octobre 1894 relative à la communalisation du droit de chasse, demandait l'élévation du prix du permis de 23 à 35 francs afin de créer une caisse départementale destinée à indemniser les riverains des dégâts causés par le gibier. Dans la proposition de loi Jullien du 13 décembre 1897, adoptée par la Chambre mais repousée

par le Sénat, la responsabilité déroulait du seul fait de la réserve de chasse, il y avait solidarité entre le locataire du droit de chasse et le propriétaire. Le juge de paix était compétent en dernier ressort quel que soit le montant de la demande. Il y avait une liste d'experts cantonale formée par la réunion des listes communales dressées par les conseils municipaux.

La proposition de loi Viger, du 13 février 1899, non adoptée par le Parlement, établissait la responsabilité du propriétaire sauf à lui de prouver qu'il avait pris toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir les dégâts. La responsabilité cessait si le propriétaire laissait sa chasse banale ou si le cultivateur attirait le gibier par des cultures spéciales. Le juge de paix était compétent en dernier ressort jusqu'à 500 francs, les actions étaient prescrites par six mois à compter du jour des dégâts.

La proposition Lebaudy, du 10 mars 1899, également refusée, était relative à la procédure (compétence du juge de paix en dernier ressort jusqu'à 4.000 francs, à charge d'appel quelle que soit la somme, suppression du recours en cassation).

Le projet Dupuy, ministre de l'agriculture, du 2 mars 1905, copié sur la proposition Viger, assez fortement remanié, est devenu la loi du 19 avril 1904, qui ne concerne que la procédure. Nous la retrouverons plus loin, ainsi que la loi récente du 10 mars 1930, relative, elle aussi, à la procédure.

TITRE PREMIER

FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ
EN MATIÈRE DE DOMMAGES CAUSÉS
PAR LES LAPINS DE GARENNE

CHAPITRE PREMIER

LAPIN DE GARENNE PROPREMENT DIT

Dans quels textes allons-nous trouver le principe de cette responsabilité ?

Aucun article du Code civil ne vise de façon quelconque les dommages causés par le gibier.

Le Code civil parle des lapins de garenne à deux reprises :

ARTICLE 524. — Sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds :

Les animaux attachés à la culture ;

Les ustensiles aratoires ;

Les semences données aux fermiers ou colons partiaires ;

Les pigeons des colombiers ;

Les lapins des garennes ;

ARTICLE 564. — « Les pigeons, lapins, poissons, qui passent dans un autre colombier, garenne ou étang, appartiennent au propriétaire de ces objets pourvu qu'ils n'aient point été attirés par fraude ou artifice. »

De ces deux articles, il résulte que le maître de la garenne est propriétaire des lapins de cette garenne.

Il sera donc responsable des dommages causés par eux en vertu de l'article 1385 du Code civil. « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. »

Les auteurs sont d'accord en effet pour reconnaître que l'article 1385 doit trouver ici son application tout comme s'il s'agissait d'un animal domestique.

C'est ce que soutiennent Aubry et Rau¹.

« Le propriétaire d'un terrain clos ou non clos, disposé pour y nourrir et y entretenir du gibier et notamment des lapins est, d'après les articles 524 et 564 du Code civil, propriétaire de ces animaux, et, par conséquent, responsable des dégâts qu'ils causent. »

M. Laurent² exprime la même opinion. « Les lapins des garennes sont une propriété privée, et, par suite, on leur

1. *Droit civil*, t. IV, § 448, note 4.

2. *Droit civil*, t. XX, n° 637.

applique l'article 1385 : les propriétaires de la garenne seront responsables du dommage que les lapins commettent dans le voisinage. »

M. Demolombe est aussi de cet avis et soutient que l'article 1385 est applicable aux lapins de garenne sans qu'il y ait à distinguer si la garenne est fermée ou ouverte.

SECTION I.

Définition de la Garenne.

Historique du droit de garenne.

Quand peut-on dire que l'on se trouve en présence d'un lapin de garenne ?

Le Code civil n'en a pas donné de définition.

Dans le sens courant, le lapin de garenne s'oppose au lapin domestique, au lapin de clapier. C'est tout lapin vivant à l'état sauvage. Est-ce bien là aussi la signification juridique du mot ?

Pour les auteurs, le lapin de garenne c'est le lapin provenant d'une garenne. Il faut alors définir la garenne : suffit-il que des lapins se soient réfugiés dans un bois pour dire qu'ils appartiennent au propriétaire et qu'il en est responsable ?

D'après M. Demolombe¹ : « Une garenne est un immeuble, parc ou bois, clos ou non clos, disposé pour y nourrir et y entretenir des lapins. »

¹ 1. *Contrats*, t. VIII, n° 645.

M. Toullier¹ en donne une définition à peu près analogue : « On entend par garenne, écrit-il, un lieu destiné à élever et nourrir des lapins. C'est la destination d'un terrain à élever et nourrir des lapins, et les travaux annonçant cette destination qui constituent la garenne. Il ne suffit pas que des lapins existent par hasard dans un terrain pour que ce terrain soit considéré comme une garenne et pour que les lapins qui y existent soient réputés appartenir au propriétaire. »

C'est aussi l'opinion de M. Frémy² : « Pour qu'un bois puisse être réputé garenne, dit-il, il sera nécessaire que le propriétaire y ait fait exprès des terriers et exécuté certains travaux de nature à conserver et même attirer les lapins, à faciliter leur multiplication et à les protéger pour se les approprier. »

Enfin, d'après Jullemier et Reullier³ : « Une garenne est un lieu, bois ou autre, le plus généralement clos, spécialement aménagé pour la garde des lapins, protégés contre les animaux de proie et nourris artificiellement pendant l'hiver. »

Ce qui caractérise donc une garenne, c'est l'ensemble des mesures prises pour attirer et retenir le gibier.

Une brève étude historique du droit de garenne semble indispensable pour bien comprendre la question.

Le droit de chasse qui, aux origines de la Gaule, appar-

2. *Droit civil*, t. XI, n° 311-312.

1. *Code de la responsabilité des propriétaires de bois et forêts et locataires de chasses*, p. 6.

2. *Les lapins, les dommages aux champs et la responsabilité civile*, p. 3.

tenait à tout homme libre, ne devait pas tarder à faire l'objet d'une réglementation sévère.

Bientôt les rois se réservèrent d'immenses espaces pour se livrer au plaisir de la chasse. Ces terrains enlevés à l'agriculture prirent le nom général de forêts qui désignait non seulement les bois, mais aussi les terres et les cours d'eau. La chasse en était rigoureusement gardée et les rois mérovingiens l'interdisaient même à leurs officiers.

Ces réserves se multiplièrent sous les carlovingiens, car les grands vassaux de la couronne imitèrent le roi et établirent des forêts dans les territoires soumis à leur juridiction. On comprend que cette réglementation devait favoriser la multiplication du gibier qui allait causer de sérieux dégâts aux cultures. D'où plaintes des paysans et on voit déjà les rois interdire de créer de nouvelles réserves sans leur autorisation.

Pendant la période féodale, les forêts se multiplient. Les moindres seigneurs, suivant l'exemple des plus grands, se créent de petites forêts appelées garennes et les font sévèrement garder.

On raconte que le sire de Coucy fit pendre trois gentilshommes flamands pour avoir chassé sur ses terres.

En dehors de ces réserves, la chasse était libre, mais les rôturiers pouvaient rarement chasser, sauf s'ils étaient possesseurs de francs-alléux. Mais les alléux étaient l'exception et les rôturiers ne pouvaient chasser sur les censives qu'ils détenaient. En effet, le seigneur ne leur concédait que le droit de percevoir les fruits et de disposer. Il se résér-

vait le domaine direct et conservait donc le droit de chasse sur ces terres ¹.

Il est vrai que, moyennant le paiement d'une redevance supplémentaire appelée droit de franc-fief, les rôturiers pouvaient acquérir des terres nobles et obtenir le droit de chasser. D'autre part, le seigneur accordait parfois aux rôturiers l'autorisation de chasser.

Mais, en règle générale, seuls les nobles pouvaient chasser et les paysans étaient incapables de se protéger contre les ravages du gibier. La révolte des paysans normands, au ^x^e siècle, eut pour cause la destruction des récoltes résultant de la multiplication des garennes. Guillaume de Jumièges rapporte que des paysans normands ayant chargé des délégués d'aller formuler leurs plaintes au duc Richard, celui-ci leur fit couper les mains et les pieds.

De vastes espaces étaient laissés incultes, les terres étaient ravagées. « Le laboureur semait, dit Michelet ² ; la semence levée, le lièvre, le lapin de garenne, venaient lever dime et censive. S'il réchappait quelques maigres épis, le manant voyait, chapeau bas, se promener le cerf féodal. Un matin, pour chasser le cerf, à grand renfort de cors et de cris, fondait sur la contrée une tempête de chasseurs, de chevaux et de chiens ; la terre était rasée. »

Cependant, les mœurs devenant moins barbares, la constitution des garennes va cesser de reposer uniquement

1. Voir Moyat. *Étude historique, critique et comparée sur le droit de chasser en général*, p. 19 et suivantes.

2. *Histoire de France*, t. V, p. 78.

sur l'usurpation des seigneurs. Un certain élément juridique va se substituer à la force brutale et les forêts et les garennes deviennent l'objet de contrats d'inféodation. Les Établissements de Saint-Louis consacrent formellement le droit de garenne. Mais on se préoccupe de la sauvegarde des cultures et les capitulaires interdisent la création de garennes nouvelles. Dès 1317, le Parlement ne reconnaît d'existence légale qu'aux anciennes garennes. Le maintien des garennes n'est accordé que sous le bénéfice d'une possession très ancienne. L'Ordonnance de Louis le Hutin du 15 mai 1315 s'exprime ainsi : « Nous voulons et octroyons que, comme plusieurs s'efforcent de faire nouvelles garennes au préjudice des nobles susdits, celles nouvelles garennes soient mises en état nu. » Toutes les ordonnances du ^{xiv}^e siècle contiennent les mêmes prescriptions : reconnaissance des garennes anciennes, abolition des garennes nouvelles ou des accroissements des anciennes et permission à tout le monde d'y chasser.

Ce mouvement rencontra l'appui des jurisconsultes qui, à la faveur de la renaissance du droit romain, soutinrent que le droit de chasse découlait du droit naturel et que le droit de garenne n'était qu'un abus du pouvoir seigneurial. Après bien des résistances les seigneurs finirent par se soumettre et à renoncer à leur droit de garenne. Mais ces renonciations étaient rarement gratuites ; elles avaient lieu moyennant des compensations pécuniaires. Ainsi le comte d'Anjou ne consentit à supprimer ces garennes que moyennant deux sols pour arpent de terre et de pré. Ces

reconciliations, purement volontaires au début, devinrent bientôt réglementaires et de nombreuses coutumes locales supprimèrent toutes les garennes.

Les rois firent des concessions analogues aux habitants de leurs provinces. Ainsi disparurent peu à peu tous ces droits haineux, selon l'expression de Bouteiller. Et au x^v^e siècle, deux garennes seulement subsistent : celle du roi et celle du comte d'Artois.

Sous la période monarchique, les garennes ont disparu et toute tentation pour en rétablir de nouvelles est immédiatement réprimée par la royauté. Dans l'Ordonnance cabochienne de 1414, Charles VI renouvelle les défenses de ses prédécesseurs au sujet des garennes.

Il ne faudrait pas croire cependant que le droit de chasse devint absolument libre. Dépouillés de leur droit de garenne, les seigneurs élevèrent du gibier et principalement des lapins dans des enclos et même des bois ouverts appelés : leporia, vivaria, conninières, buissons à connils. Ainsi, supprimées en droit, les garennes réapparurent sous une autre forme. Toutefois les nouvelles réserves différaient des précédentes en ce qu'elles étaient établies sur les propres terres des seigneurs ou sur celles d'autrui, mais avec le consentement du propriétaire. Leur création excluait donc toute idée d'usurpation et d'e violence ; on les appela néanmoins garennes.

Elles étaient de deux sortes : les garennes fermées ou forcées qui étaient entourées de murs ou de fossés remplis d'eau. Le gibier ne pouvant s'en échapper, elles ne présentaient aucun danger pour les cultures et ne nécessitaient

aucune réglementation. Les garennes ouvertes, c'est-à-dire non fermées ou insuffisamment fermées étaient dangereuses pour l'agriculture, aussi étaient-elles réservées aux seigneurs de fiefs.

Elles furent d'ailleurs aussitôt réglementées par les coutumes ou par les ordonnances du roi. « Aucun, disait la coutume de Meaux, ne peut tenir garenne jurée supposé qu'il ait haute justice en sa terre, s'il ne l'a par permission du roi, titre particulier et exprès ou de telle et si longue jouissance qu'il ne soit mémoire du commencement ou du contraire. »

Les titres exigés pour établir des garennes consistaient notamment en une permission particulière du roi accordée par lettres patentes enregistrées¹. Ces enregistrements n'avait lieu qu'à la suite d'une enquête de commodo et incommodo où étaient entendus les curés, syndics, échevins et notables de l'endroit, ainsi que tous ceux qui avaient intérêt à s'opposer à l'établissement de la garenne.

L'autorisation réglait soigneusement les conditions d'établissement, elle fixait la distance qui devait séparer la garenne des terres cultivées. D'autre part, le propriétaire de la garenne devait justifier d'une quantité de terres suffisante pour nourrir le gibier et ne pas porter préjudice aux propriétés voisines.

En cas d'inobservation de ces prescriptions les riverains avaient le droit de se pourvoir devant les tribunaux pour

1. Voir Menche de Loisne. *Essai sur le droit de chasse*, p. 125.

faire respecter la distance imposée. Les cultivateurs avaient aussi, théoriquement, le droit de réclamer des dommages-intérêts au seigneur, mais, en fait, ils n'osaient pas entrer en lutte contre lui.

Les lapins de garenne étaient considérés comme la propriété du maître et le fait de prendre des lapins dans la garenne d'autrui constituait un vol. L'Édit de 1607 portait que « les larrons des garennes et étangs seraient châtiez et punis des peines ordonnées contre les autres larrons. »

Le paysan avait seulement le droit d'éloigner le gibier de son champ, non de le tuer. « Permettons à tous nos sujets, dit l'ordonnance de Janvier 1560, de chasser de leurs terres, à cris et jets de pierres, toutes bestes rousses et noires qu'ils trouveront en dommages, sans toutefois les offenser. »

Aussi les cultures étaient ravagées par le gibier et les paysans élevaient de vives protestations. Et Louis XIV, dans une ordonnance de 1669, renouvelle la prohibition d'établissement de nouvelles garennes et prescrit la destruction des lapins dans les forêts royales.

En même temps que les seigneurs rétablissaient leurs garennes, les rois accroissaient leurs réserves pour la chasse. Ces réserves étaient établies sur les terres de leurs sujets, autour des possessions royales. Elles s'appelaient capitaineries, parce que soumises à l'autorité d'un capitaine des chasses royales. La première fut établie par François Ier et elles prirent un grand développement sous Henri IV et sous Louis XIII.

Les cultivateurs riverains des garennes et des capitaineries étaient dans une situation misérable. C'est ce qu'exprime Michelet dans une description saisissante : « Tout est au seigneur : forêt chenue, oiseau dans l'air, poisson dans l'eau, bête au buisson, l'onde qui coule, la cloche dont le son au loin roule. Si le seigneur à droit, l'oiseau, la bête ont droit puisqu'ils sont au seigneur. Aussi était-ce un usage antique et respecté que le gibier seigneurial mangeât le paysan. »

Les curés encourageaient les paroissiens à faire des battues et les dégâts étaient si considérables qu'on n'osait même pas sévir contre les délinquants. Les Parlements hésitaient à condamner pour faits de braconnage ce qu'ils considéraient comme des actes de légitime défense. Aussi Louis XIV, leur enleva-t-il, pour la confier à son Conseil Privé, la connaissance des appels contre condamnations pour délits de chasse.

Un arrêt du Conseil d'État du 21 Janvier 1776 ordonna la destruction des terriers et des lapins de toutes les capitaineries.

Le Parlement de Paris, dans un arrêt de 1778, établissait les règles à suivre pour constater l'importance des dommages causés aux champs ensemencés. Il prescrivait trois visites : la première dans les trois mois après les semailles, la seconde en avril ou en mai, la troisième immédiatement avant la récolte.

Le 15 mai 1779, un autre arrêt énonça les formalités à remplir pour intenter l'action en indemnité (état détaillé

des lieux dévastés, nomination d'experts qui ne pouvaient être choisis dans la paroisse...). Si les plaintes des propriétaires n'étaient pas fondées, ceux-ci étaient condamnés à payer 300 livres d'amende au seigneur du fief à titre de dommages-intérêts.

Le gibier provenant d'une garenne était la propriété du seigneur qui était responsable de plein droit.

Celui qui ne provenait pas d'une garenne était des nullins. Toutefois, le propriétaire, le seigneur en était également responsable. Merlin¹ nous indique le fondement de cette responsabilité. Elle résulte du droit de chasse exclusif du seigneur. Lui seul avait le droit de tuer les animaux malfaisants pour l'agriculture ; il était naturel que les propriétaires ne pouvant pas défendre eux-mêmes leurs récoltes contre le gibier, ils eussent un recours contre celui qui exerçait ce droit. Aussi cette action n'avait lieu que pour les dégâts commis par le gibier dans l'enceinte de sa seigneurie ; le seigneur n'était point responsable des dégâts occasionnés hors de sa seigneurie, même sur des terres très rapprochées.

Ainsi les garennes se maintinrent en fait jusqu'à la Révolution. Elles ne furent supprimées que par le décret des 4 et 11 août 1789 qui a accordé à tout propriétaire le droit de chasser sur son fonds. Le droit de chasse cessait désormais d'être le privilège de la noblesse. L'article 3 du décret porte : « Le droit exclusif de chasse et de garennes est pareil-

1. *Répertoire*. V. Gibier, p. 107.

lement aboli et tout propriétaire a le droit de détruire ou faire détruire, sur ses possessions seulement, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. »

Dans quel sens le Code entend-il le mot garenne ? Celui qu'il avait en droit avant la Révolution, c'est-à-dire un lieu affecté au gibier, en quelque sorte par autorisation du pouvoir royal, ou celui qu'il avait en fait, c'est-à-dire tout endroit, boisé non non, où il y avait des lapins.

En d'autres termes, suffit-il de la présence de lapins sur un terrain pour que celui-ci puisse être qualifié de garenne ou faut-il, de la part du propriétaire, l'intention de les y retenir et de favoriser leur multiplication ?

Merlin soutint la première théorie dans un cas célèbre ¹. En janvier 1806, un sieur Nicolas Palin, cultivateur à Troissereux, fit citer devant le juge de paix du canton de Nivillé un sieur Bourrée de Corberon, propriétaire de bois riverains de ses terres, pour lui réclamer le montant fixé par experts du dommage causé à ses récoltes par les lapins du bois. Le sieur Bourrée protestait, arguant de la suppression du droit exclusif de la chasse et du droit existant pour chacun de détruire sur son propre terrain toute espèce de gibier. Le 3 février, le juge de paix condamne Bourrée en se basant sur la théorie de l'abus du droit. L'affaire vient en appel devant le tribunal civil de Beauvais, qui, le 9 avril, confirme la décision pour le motif suivant : « Attendu que le

1. Merlin. *Répertoire de jurisprudence*, t. VII.

propriétaire d'un bois garni d'un trop grand nombre de lapins est responsable des dommages causés aux propriétés voisines... »

Ce jugement posait une règle que nous retrouverons plus loin, celle du dommage normal. Les termes employés « un trop grand nombre de lapins » sont assez significatifs à cet égard.

Le sieur Bourée se pourvoit en cassation. C'est alors que Merlin, avocat général, fut amené à donner ses conclusions à l'audience de la section des Requêtes du 11 mai 1807.

Après avoir fait une brève historique de la question, Merlin soutint que le décret de 1789, en supprimant le privilège de la chasse, avait eu pour conséquence de faire disparaître la responsabilité en matière de dommages commis par le gibier. La responsabilité du seigneur pour les dégâts commis dans son fief avait en effet pour fondement son droit de chasse exclusif. La chasse devenant libre, c'est au propriétaire qui peut désormais l'exercer sur son terrain de se défendre.

Merlin voit dans le décret de 1789, le droit pour tout le monde d'entretenir des garennes, droit qui était antérieurement le privilège du seigneur. Son point de vue diffère donc de celui du juge de paix de Nivilé. Ce n'est pas à dire toutefois que Merlin rejette complètement la responsabilité du propriétaire. Mais au lieu de la baser implicitement sur l'article 1383, il entend la faire reposer sur l'article 1385. Voici son raisonnement : Tout bois dans lequel se trouvent des lapins est une garenne. Les lapins de la garenne sont

la propriété du maître de cette garenne, d'après l'article 564. Par conséquent, il est responsable de leurs dommages en vertu de l'article 1385, Merlin concluait donc à la responsabilité de plein droit du propriétaire du bois et par conséquent au rejet de la requête du sieur Bourée. Mais ses conclusions ne furent pas suivies et la Cour, par un arrêt du 11 mai 1807, admit la requête.

Cependant, quelques années plus tard, Merlin devait changer d'avis quant à sa conception de la garenne. Le juge de paix du canton de Tournan avait rendu, le 26 juillet 1812, le jugement suivant¹ : « Considérant que les lapins sont la propriété de celui à qui le bois appartient, puisque c'est leur refuge et qu'il a seul le droit de les y laisser multiplier ou de les faire détruire ; qu'ils ne peuvent être la propriété de celui qui a des emblavures où ils vont manger et où ils ne restent que momentanément pour se réfugier ensuite dans le bois le plus voisin d'où ils sont sortis.

Condamnons le duc de Cadore à payer au demandeur la somme de 600 francs pour la réparation du délit dont il est question si mieux il n'aime payer à dire d'expert. »

C'est alors que Merlin, abandonne sa théorie première et cesse de considérer comme garenne toute espèce de bois peuplé de lapins. A l'appui de sa nouvelle thèse, il invoque trois arguments :

1^o Les ordonnances qui ont réglementé le droit de posséder des garennes parlent de leur établissement, de leur

1. Rapporté par M. Forgeot. Les lapins de garenne devant la loi et la jurisprudence, p. 25.

destruction. Ce qui implique certains travaux d'aménagement exécutés par l'homme.

2° Si on lit bien attentivement l'article 524 du Code civil, on en déduit qu'un terrain ne prend la dénomination de garenne que par la destination spéciale que lui donne le propriétaire de contenir et d'élever des lapins. C'est ce qui ressort des termes « quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds. »

3° Enfin, Merlin invoque le dictionnaire de l'académie qui définit ainsi la garenne : un lieu à la campagne où il y a des lapins et où l'on prend soin de les conserver.

M. Forgeot réfute ces trois arguments :

a) Il reproche au premier de confondre l'état de fait et l'état de droit. M. Forgeot fait remarquer qu'après la suppression des garennes véritables, à partir du xve siècle, les buissons à connils furent appelés garennes. Les ordonnances royales les dénomment ainsi en prescrivant leur destruction. Cette destruction implique peut-être l'idée de certains travaux à faire disparaître, mais de travaux effectués par les lapins et non par l'homme. D'ailleurs, ce n'est pas au sens juridique du mot garenne dans l'ancien droit que le Code a pu se reporter puisque le décret des 4 et 11 août 1789 a supprimé le droit de garenne et le privilège de la chasse.

b) Pour ce qui est du second argument, M. Forgeot prétend que c'est tirer une conclusion trop absolue de l'article 524 du Code civil. Selon lui, cet article signifie seulement que lorsque la garenne comporte une destina-

tion spéciale, les lapins sont immeubles par destination. Si on met le texte sous sa forme négative, il devient en effet :

Ne sont pas immeubles par destination, quand ils n'ont pas été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds :

.
.

Les lapins des garennes ;

.

Il existe donc des garennes dont les lapins ne sont pas immeubles, c'est ce qui se produit lorsqu'il n'y a pas destination. Par conséquent, la destination n'est pas une condition nécessaire pour qu'il y ait garenne.

On peut d'ailleurs fort bien concevoir que les lapins de garenne sont la propriété du maître de la garenne (article 564), tandis que, seuls, ceux affectés à l'élevage dans certaines garennes sont immeubles par destination (article 524). Ces deux articles n'ont pas exactement la même signification, le premier vise les lapins de garenne en général tandis que le second les considère dans un cas spécial.

En d'autres termes, certains lapins de garenne sont immeubles par destination, d'autres ne le sont pas ; tout dépend de l'intention de leur propriétaire. Car la destination n'implique pas l'exécution de certains travaux faits exprès : elle relève uniquement de l'intention du propriétaire. Si celui-ci a connaissance que les lapins abondent dans ses bois, s'il ne les fait pas détruire mais les réserve au contraire pour le plaisir de la chasse, ces lapins sont

immeubles. D'ailleurs, en exigeant qu'il y ait destination pour qu'il y ait garenne, on aboutirait à des conséquences étranges, un bois où l'on ne trouverait pas un seul lapin serait une garenne, parce que le propriétaire a le désir d'y avoir des lapins, tandis qu'un autre où ils abonderaient n'en serait pas une parce que le propriétaire n'a jamais cherché à les attirer, mais s'est au contraire efforcé de les détruire.

c) Quand au troisième argument, M. Forgeot répond que le législateur n'a pas toujours le dictionnaire sous les yeux et qu'il emploie les mots comme il les comprend.

Que penser de toutes ces discussions ?

Des trois arguments fournis par M. Forgeot à l'encontre de ceux de Merlin, on peut dire que le troisième sert à combattre le premier et qu'ils se détruisent réciproquement. M. Forgeot soutient en effet que le législateur emploie les mots comme il les comprend. Comment, dès lors, affirmer que les rédacteurs du Code civil n'ont pas entendu le mot garenne dans le sens qu'il avait avant 1789 ? D'ailleurs, si la Révolution a aboli le droit de garenne, il faut entendre par là qu'elle a cessé de considérer ce droit comme le privilège exclusif de la noblesse. Cette suppression du droit de garenne n'était pour elle qu'une conséquence du principe reconnaissant le droit de chasse à tout propriétaire. Ce faisant, elle a implicitement admis le droit pour chacun de constituer des garennes sur son terrain. Et aujourd'hui encore il existe des garennes spécialement aménagées par le propriétaire et qui ne diffèrent de celles de la période

monarchique qu'en ce que leur constitution ne nécessite aucune autorisation qui fixerait les conditions d'établissement. Le maître de la garenne s'expose seulement à l'action civile des riverains.

Reste la seconde objection de M. Forgeot à la théorie de Merlin. Elle me paraît décisive et son raisonnement sur la portée exacte de l'article 534 est des plus rigoureux. Je me rallie donc à sa thèse : la présence de lapins dans un bois est suffisante pour qu'il y ait garenne. Selon sa formule significative : c'est le lapin qui fait la garenne.

On peut donc dire d'une façon simple que la garenne est un lieu qui contient des lapins. Ce sera généralement un bois, mais ce peut être aussi bien une vigne, un champ cultivé, un terrain couvert de bruyères. Peu importe la nature du terrain, c'est seulement la présence des lapins qui compte.

SECTION II

Conséquence des articles 524 et 564.

Attitude de la Jurisprudence.

Il résulte des articles 524 et 564 du Code civil que les lapins d'une garenne — nous venons de voir combien il sera souvent difficile de décider si un bois peut être qualifié de garenne — sont la propriété du maître de la garenne. Par conséquent, il est responsable des dommages causés par eux, et tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'article 1385 trouve ici son application.

La responsabilité consacrée par ce texte est qualifiée de responsabilité de plein droit. Le propriétaire d'un animal, qui en tire un certain profit, sous quelque forme que ce soit, doit veiller à ce qu'il ne cause à autrui aucun préjudice, tout comme le propriétaire d'un bâtiment est responsable si la construction s'écroule sur la propriété du voisin et lui occasionne de ce fait un dommage.

Aucune faute n'est exigée de la part de la personne qu'on rend responsable. Elle n'est peut-être pas « coupable » d'un délit au sens commun du mot ; c'est elle, néanmoins, qui supporte les conséquences du dommage. Dans le cas qui nous occupe, il suffit que les lapins de la garenne se soient répandus au dehors et qu'ils aient ravagé les cultures des voisins pour que le propriétaire soit tenu de réparer le préjudice, cette responsabilité ne disparaît que si l'on peut prouver un cas de force majeure ou une faute de la victime.

C'est ainsi que le problème se pose en théorie. Mais si nous consultons les décisions de la jurisprudence en cette matière, nous sommes surpris de constater que les tribunaux ne condamnent presque jamais le défendeur en tant que propriétaire d'une garenne. Et c'est en vain qu'on recherche le mot « garenne » dans les jugements relatifs aux dommages causés par les lapins. Tout au plus peut-on relever cette expression dans un arrêt de la Cour de cassation du 29 octobre 1889 ¹.

1. D P, 90, 1, 432.

Voir également : Requêtes 23 novembre 1846. D P, 47, 1, 20.

« Attendu, lit-on, qu'il ressort du jugement attaqué (Tribunal de Vendôme 21 novembre 1885) que les dommages causés l'ont été, pour la presque totalité, par les lapins de la garenne du duc de la Rochefoucault-Doudeauville... »

Bien rares sont les décisions de ce genre, dans lesquelles on trouve une application directe de l'article 1385. Dans la plupart des cas, les tribunaux rendent responsables les propriétaires de bois peuplés de lapins parce qu'ils relèvent à leur charge une imprudence ou une négligence.

La Cour de cassation a même décidé qu'un jugement qui condamnerait le propriétaire d'un bois à raison des dommages causés par les lapins de ce bois sans relever aucune faute à sa charge serait nul.

« Attendu, dit l'arrêt de la Chambre civile du 22 juin 1870 ¹, que le propriétaire d'un bois autre qu'une garenne n'est pas responsable de plein droit des dégâts causés par les lapins qui se rassemblent dans ce bois ; que ces lapins n'étant ni sa propriété, ni en sa possession, ni sous sa garde, l'article 1385 n'est pas applicable et que le propriétaire ne peut être recherché que s'il y a eu de sa part faute, négligence ou imprudence, dans les termes des articles 1382, 1383, en laissant les lapins se multiplier, par suite du refus qu'il aurait fait de les détruire ou de les laisser détruire,

Que le jugement attaqué ne relève à la charge de la

1. D P. 70, 1, 408.

Marlier aucun fait qui fût de nature à justifier une demande en dommages-intérêts...

Casse... »

Ce rejet de la responsabilité de plein droit s'affirme dans tous les arrêts de la Cour de cassation.

« Le propriétaire d'un bois où les lapins sont à l'état sauvage n'est pas de plein droit responsable des dégâts commis par les lapins habitant ce bois » s'exprime un autre jugement ¹.

On peut déduire de ces décisions que l'article 1385 s'applique lorsqu'il s'agit de lapins provenant d'une garenne. Mais les tribunaux se refusent toujours à considérer, dans les espèces qu'ils jugent, que le bois d'où proviennent les lapins est une garenne. Sont-ils tellement effrayés à la pensée d'une responsabilité qui ne repose sur aucune faute ? Toujours est-il qu'ils substituent, à la responsabilité de plein droit de l'article 1385, la responsabilité du droit commun.

Les conséquences qui en résultent sont extrêmement importantes et c'est toute la question de l'opposition entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle qui se trouve soulevée ici.

Or, la différence est considérable en ce qui concerne la position du créancier. Celui-ci — en l'occurrence, le cultivateur dont les récoltes ont été ravagées par les lapins — se trouve dans une situation privilégiée si le débat se passe sur le terrain contractuel. A l'encontre de son débiteur —

1. Ch. civile, 27 décembre 1898, S, 1899, 4, 231.

ici, le propriétaire du bois qui abrite les lapins — il n'a qu'une chose à prouver : qu'il est le créancier. Si le débiteur n'a pas exécuté, il est coupable, à moins qu'il puisse établir que l'inexécution n'est pas fautive. Mais c'est à lui de s'exonérer en fournissant cette preuve. Pour se dégager de toute responsabilité, il doit prouver qu'il est victime d'un cas fortuit ou de force majeure ou encore démontrer que c'est la faute d'un tiers qui l'a empêché d'exécuter son obligation. Il doit donc apporter la preuve d'un fait déterminé. Si on ne sait pas pourquoi l'obligation n'a pas été exécutée c'est tant pis pour lui : son adversaire triomphe. La situation du créancier est excellente, car il ne suffit pas, en effet, d'avoir raison, encore faut-il le prouver.

En matière délictuelle, au contraire, il faudra prouver que le débiteur est l'auteur du fait incriminé. Cette preuve est souvent impossible à faire et la cause inconnue existe toujours au détriment du demandeur.

Avec l'adoption du système qui consacre la responsabilité de plein droit, le cultivateur victime des ravages des lapins n'aura qu'à établir que ce sont les lapins sortis du bois de son voisin qui ont détruit ses cultures — ce qui sera bien facile — pour que les tribunaux lui allouent une indemnité en réparation du préjudice causé. Le propriétaire du bois ne pourra dégager sa responsabilité qu'en prouvant que c'est un cas de force majeure, la guerre par exemple, qui l'a empêché de détruire les lapins, ou encore en montrant que le riverain qui se plaint du dommage a été imprudent, sinon malicieux, en semant dans un champ voisin de la

forêt des cultures dont il savait les lapins très friands. Dans la plupart des cas, il ne pourra établir un tel fait et le demandeur obtiendra gain de cause.

Si l'on admet, au contraire que la responsabilité du propriétaire du bois est basée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil, le cultivateur qui réclame des dommages-intérêts devra prouver que, si ses récoltes ont été dévastées, c'est par suite d'une faute ou d'une imprudence du propriétaire voisin qui n'a pas su maintenir les lapins de son bois en quantité telle qu'ils ne soient pas nuisibles aux riverains. Or, bien souvent le demandeur sera en mesure d'établir qu'il a employé des moyens efficaces pour empêcher la multiplication excessive des lapins : chasses fréquentes, battues régulières avec le tableau des victimes à l'appui, défoncement des terriers, destruction des haies et fourrés impénétrables, sans compter l'autorisation donnée aux voisins de détruire les lapins. Il lui sera facile de prouver que sa conduite est exempte de tout reproche et qu'il ne saurait être tenu d'un dommage qu'il a tout fait pour éviter.

Résumons le problème : dans le cas qui nous occupe ici la combinaison logique des articles 524-564 et 1385 du Code civil ne joue presque jamais. Elle est remplacée par les articles 1382 et 1383. Selon l'expression de M. Forgeot¹, les articles 524 et 564 constituent le bois mort du droit et la jurisprudence méconnaît les garennes du Code.

1. *Op. cit.*, p. 36.

Et l'on peut dire aussi que les cultivateurs se trouvent dans la même situation que les ouvriers victimes d'accidents au cours de leur travail, avant le vote de la loi du 9 avril 1898. Avec cette différence, toutefois, que cette dernière loi, nécessitée par les circonstances, est venue combler une lacune, tandis que les cultivateurs sont victimes de l'inapplication de textes existants. Ils n'ont qu'à s'en prendre à la jurisprudence qui, au contraire, s'est efforcée, avant la loi, de remédier au sort malheureux des ouvriers, combien justement, d'ailleurs !

CHAPITRE II

LAPIN NE PROVENANT PAS D'UN GARENNE

C'est le cas le plus fréquent puisque la jurisprudence évite de recourir aux articles 524 et 564.

Qui sera responsable des dommages causés par le gibier vivant à l'état libre et en vertu de quel texte ? Nous allons constater qu'ici tout est l'œuvre de la jurisprudence.

Ce serait simple si le gibier appartenait au propriétaire du fonds, mais une théorie traditionnelle qui remonte au droit romain soutient au contraire que les animaux sauvages en état de liberté naturelle constituent de *res nullius* et par conséquent appartiennent, par voie d'occupation, à celui qui s'en empare le premier.

Cette théorie, que nous apprécierons plus loin, a toujours été suivie en France par les tribunaux. On peut lire, dans un arrêt de la Cour de Paris du 23 juin 1904 ¹ :

« Attendu que le droit de chasse ne confère pas, en effet, à celui qui le possède la propriété du gibier, qui, même apporté par le propriétaire, ne reste pas nécessairement attaché au terrain de chasse et demeure, par nature *res nullius*. »

1. *Gazette des Tribunaux*, 1904, 2, p. 147.

Il a donc fallu chercher ailleurs le principe de la responsabilité et on a eu recours à la règle générale de l'article 1383 qui réprime toute négligence préjudiciable à autrui, lorsque cette négligence est relative à l'accomplissement d'un devoir dont on est tenu.

Existe-t-il un devoir de bon voisinage qui oblige le propriétaire d'une forêt à mettre les propriétaires riverains hors des atteintes du gibier qui s'y est réfugié ? C'est là que résidait la difficulté. On l'a résolue par une distinction : si le propriétaire de la forêt attire et conserve, dans l'intérêt de sa chasse, des lapins sur son terrain, s'il en favorise la multiplication, il devient responsable du préjudice qui peut en résulter pour ses voisins, tout aussi bien que dans le cas où il établit sur son domaine des colombiers ou des garennes ouvertes. Car il n'a pas sur les fonds voisins une sorte de droit de servitude qui lui permettrait de favoriser, avec l'espoir d'un profiter un jour, la multiplication d'animaux se nourrissant aux dépens de ces fonds. Mais s'il reste étranger au fait de la multiplication du gibier, on ne peut le rendre responsable des dommages qui en sont résultés. Car il n'est pas tenu d'être le protecteur bénévole des cultures de ses voisins. Ce qu'on peut seulement exiger de lui, c'est qu'il ne s'oppose pas à l'exécution de mesures que ceux-ci demandent à prendre pour se préserver.

Le droit de propriété, s'il est absolu dans son principe, doit comporter certaines restrictions nécessaires et se limiter de manière à ne pas porter atteinte au droit du voisin.

Cette idée est exprimée par Pothier, dans son étude de la propriété. « Le propriétaire d'un héritage, écrit-il, ne peut porter atteinte aux droits des voisins, ni faire dans son héritage, à leur préjudice, ce que lui défendent les obligations naissant du voisinage. »

En outrepassant mon droit, j'empiète sur celui d'autrui et mon voisin ainsi lésé est, conformément aux articles 1382 et 1383 du Code Civil, fondé à me demander une indemnité égale au préjudice occasionné par ma faute.

La responsabilité du propriétaire d'un bois peuplé de lapins est engagée toutes les fois que, par sa faute, ces animaux ont porté atteinte aux droits des cultivateurs voisins.

Pour que cette responsabilité soit encourue, il faut que trois conditions se trouvent réunies :

a) Qu'on puisse relever une faute à la charge du propriétaire du bois ;

b) Que de cette faute il soit résulté un préjudice pour une autre personne ;

c) Que la conduite de la personne lésée n'ait pas été de nature à faciliter le dommage.

SECTION I

La faute.

C'est avec la notion de faute qu'apparaît le facteur psychologique de la responsabilité. Il s'agit d'apprécier si le préjudice occasionné à autrui n'a pas eu pour cause plus ou moins directe l'attitude de telle personne. Pour résoudre

le problème, il faut savoir si, dans tel cas particulier, telle personne était tenue d'agir ou de s'abstenir, s'il y avait pour elle obligation de se conduire d'une certaine manière.

La faute peut consister, non seulement en un fait actif, mais en une simple abstention. C'est ce qu'exprime l'article 1383 qui rend responsable du dommage causé « par sa négligence, ou par son imprudence. »

La jurisprudence a largement consacré une théorie concernant les obligations entre voisins et nous trouvons ici quelque chose d'analogue. Les tribunaux sont partis de cette idée logique qu'entre voisins on doit s'attendre à supporter quelques dommages au sujet desquels on ne peut pas se plaindre. Il est normal que des voisins désirant vivre en bonne intelligence fassent preuve d'une certaine tolérance réciproque destinée à faciliter leurs relations amicales. Mais si, au contraire, on est appelé à supporter du voisin des dommages excédant les inconvénients ordinaires, la responsabilité de ce voisin se trouve engagée.

Tel est le cas du propriétaire d'une usine qui, par sa fumée, son odeur, le bruit qu'elle fait, est excessivement gênante pour les voisins qui sont obligés d'abandonner leurs maisons ou ne trouvent plus à les louer. Le propriétaire de l'usine est alors déclaré responsable parce qu'il cause aux voisins « un inconvénient excédant les inconvénients ordinaires du voisinage. »

Il en est de même lorsque les moteurs électriques d'un industriel troublent les émissions radiophoniques des voisins.

Dans ces hypothèses, la responsabilité de celui qui cause ce dommage anormal aux voisins est engagée et les tribunaux interviennent. Si l'inconvénient peut être diminué ou même supprimé moyennant certaines installations spéciales, ils édictent alors des mesures précises de nature à atténuer le dommage. Par exemple, lorsque les machines installées dans un atelier provoquent des trépidations qui se font sentir dans les immeubles voisins, les juges peuvent ordonner que ces machines seront placées sur des coussinets de caoutchouc qui amortissent les trépidations. Dans le cas où, même en prenant certaines précautions, il est impossible de faire disparaître le dommage, les tribunaux accordent une indemnité au voisin lésé. Et pour que cette indemnité s'adapte pleinement à la situation, ils décident parfois que le propriétaire de l'usine versera chaque année une certaine somme aux voisins tant que le dommage durera.

On peut faire le même raisonnement pour ce qui est des dégâts causés par les lapins aux cultures des riverains.

C'est un droit pour un propriétaire d'avoir des lapins dans ses bois, même s'ils sont susceptibles de nuire à ses voisins.

Mais, dès qu'il résulte un préjudice pour ces derniers, on considère qu'il abuse en quelque sorte de son droit et on le rend responsable du dommage. Il devait, en effet, se montrer assez habile pour ne pas porter atteinte au droit de propriété de son voisin et empêcher ses lapins de devenir nuisibles en choisissant des moyens appropriés pour en limiter le nombre.

En réalité ces deux formes de la faute : faute proprement dite et négligence ou imprudence se trouvent si intimement liées dans la plupart des cas qu'il est difficile de les dissocier pour les étudier séparément. D'ailleurs, si les deux expressions négligence et imprudence ne sont pas synonymes, la première est renfermée dans la seconde. Une négligence, en effet, est toujours une imprudence.

M. Esmein, dans son *Traité des obligations*¹ distingue la faute par commission et la faute par omission.

« Pour que la simple abstention puisse être fautive, écrit-il, il faut que l'auteur ait l'obligation d'agir. Cette obligation est rarement imposée par la loi ou les règlements, mais elle peut résulter du devoir moral qui pèse sur chacun de nous de respecter les règles essentielles de la vie en société. L'abstention dictée par l'unique pensée de nuire à autrui est coupable, de même celle qui provient de la simple indifférence, s'il était possible à la personne d'éviter facilement un dommage grave pour autrui. »

Je traduirai ici la même idée en adoptant la division en fautes positives et négatives.

1^o *Fautes positives*. — Selon l'article 1315, c'est au demandeur qu'incombe la charge de la preuve. Il doit donc, après avoir établi que ses terres ont été dévastées par les lapins, apporter une autre justification : que ce dommage a été causé ou aggravé par la faute du propriétaire du bois.

1. Planiol et Ripert. *Traité pratique de Droit civil*. Les Obligations par M. Esmein, t. VI, p. 702.

Car le propriétaire d'un bois dans lequel des lapins se trouvent réunis « par leur instinct naturel » pour employer l'expression des tribunaux, n'est pas responsable de plein droit des dommages causés aux héritages voisins. Pour que sa responsabilité soit engagée, il faut que l'on puisse relever une faute à sa charge.

La Cour de cassation pose nettement le principe qu'une faute est nécessaire.

« Attendu, dit un arrêt de la Chambre civile du 21 août 1871 ¹ que le propriétaire d'un bois dans lequel se trouvent des lapins réunis par leur instinct naturel n'est point responsable des dégâts causés aux propriétés voisines, s'il n'est pas établi que, par son fait ou sa négligence, il a attiré ou retenu les lapins, ou favorisé leur multiplication, ou encore que, par son refus de les détruire ou d'en permettre la destruction par les voisins qui se plaignent, il les a laissés se multiplier au point de devenir nuisibles,

Attendu que le jugement attaqué ne relève aucun fait impliquant la faute ou la négligence du demandeur...

Par ces motifs, casse. »

La responsabilité ne saurait découler de cette seule circonstance que le dommage causé est important. C'est ce qu'a déclaré le même arrêt.

« Attendu que le jugement attaqué a néanmoins déclaré le demandeur en cassation responsable du dommage dont se plaignaient les propriétaires riverains, par le motif

¹. D P, 71, 4, 412.

que l'importance du préjudice démontrait l'insuffisance des chasses,

« Attendu qu'en faisant découler uniquement de l'importance du dommage la preuve de la faute et de la négligence du propriétaire du bois des Prés et la raison de sa responsabilité, le jugement attaqué a fait une fausse application des articles 1382 et 1383 du Code civil, et, par suite, violé lesdits articles ¹... »

Quels sont les faits de nature à engager la responsabilité du propriétaire ?

Les cas de fautes positives sont évidemment les plus rares, peu du propriétaires ou de locataires de chasse voulant s'exposer à faire naître contre eux une action en indemnité.

La faute positive la moins discutable consiste dans le fait d'introduire des lapins dans un bois qui n'en contenait pas auparavant. La volonté du propriétaire d'avoir des lapins sur son terrain ne peut être manifestée de façon plus nette. Sa responsabilité est alors entière ; il perd même dans ce cas le bénéfice d'une règle que nous examinerons plus loin : celle du dommage normal. Il doit être tenu responsable pour le moindre préjudice causé. Car, sans son fait, les riverains n'auraient pas eu à se plaindre des dégâts des lapins. Il a été, seul, la cause d'un préjudice qui n'existait pas avant. Il en serait autrement, toutefois, si le propriétaire avait acquis le bénéfice de la règle du dommage

1. Voir également : 11 mars 1902. D P, 1902, 1, 412-26 février 1905, D P, 1905, 1, 431.

normal par un état de choses ancien, par exemple si le bois avait été autrefois peuplé de lapins qu'une épidémie aurait fait disparaître. Dans ce cas, en remettant quelques couples, le propriétaire ne ferait que rétablir la situation antérieure. Mais ce bénéfice disparaîtrait par l'effet de la prescription extinctive de trente ans.

Les tribunaux se prononcent pour la responsabilité complète du propriétaire.

« Attendu, dit le tribunal de Corbeil ¹, que, s'il est de principe que tout propriétaire ou fermier doivent supporter dans une certaine mesure, comme conséquence du voisinage les dommages causés à leurs récoltes par le gibier des bois et forêts, cette charge ne peut s'entendre que des dommages causés par le gibier qui peuple naturellement les bois et forêts, et non par celui qu'on y aurait introduit pour les plaisirs de la chasse. »

Constitue également une faute l'aménagement du terrain afin d'y attirer et d'y retenir les lapins.

Le propriétaire sera responsable s'il a établi lui-même des terriers, s'il a entretenu sur son terrain une grande quantité de buissons, de ronceraies, de grandes herbes ou de fourrés, propres à servir de refuge aux lapins et à les soustraire aux poursuites des chasseurs et des chiens.

« Attendu, peut-on lire dans un arrêt ², que Charpentier n'a pris aucune mesure pour déloger les lapins d'une pro-

1. 12 février 1864, rapporté par M. Forgeot. *Op. cit.*, p. 130.

2. Cass. civ., 20 octobre 1908. D P, 1909, 1, 375. Voir aussi : Req. 22 avril 1873. D P, 73, 1, 476. Req. 14 mars 1905. D P, 1905, 1, 270.

priété aménagée pour les y recevoir et les y protéger,

« Qu'il n'a détruit ni clapier ni terrier et qu'il existe de nombreux terriers d'où partent les lapins pour se rendre sur le champ de Benoist,

« Qu'il laisse subsister des broussailles si épaisses que l'homme et le chien ne peuvent y pénétrer.... ».

La jurisprudence base la responsabilité du propriétaire sur les articles 1382 et 1383. En réalité, il semble bien que c'est la responsabilité de l'article 1385 qui devrait jouer ici, car on se trouve en présence d'un terrain aménagé pour retenir le gibier, c'est-à-dire d'une véritable garenne ouverte.

Les tribunaux considèrent encore comme une faute le fait de détruire rigoureusement les animaux nuisibles qui font la chasse aux lapins, par exemple le fait d'empoisonner les renards et les putois.

« Attendu, dit l'arrêt de la Chambre des requêtes du 6 janvier 1874¹, que le demandeur en cassation fit empoisonner les renards et les putois qui dévorait les lapins,

« Que la multiplication du gibier ainsi favorisée par le fait du demandeur s'accrut considérablement encore, sans que celui-ci s'occupât en aucune manière de la destruction des lapins et que sa négligence à cet égard fut la cause des dommages occasionnés aux récoltes des défendeurs éventuels,

1. D P, 74, 1, 473. Eg^t : Req., 26 février 1901. D P, 1901, 1, 165.

M. Forgeot (Op. cit., p. 131) critique cette solution, car, dit-il, les bêtes fauves et les oiseaux de proie détruisant des oiseaux et des animaux utiles à l'agriculture, le propriétaire rend d'une main à la culture, et peut-être au delà, ce qu'il lui prend de l'autre.

« Que, dans ces circonstances, le demandeur a pu être déclaré responsable envers ces derniers... ».

Une question importante se pose : le propriétaire qui fait garder rigoureusement sa chasse se rend-il responsable ?

Faire garder sa chasse est en effet un des moyens les plus sûrs pour permettre au gibier de se multiplier. Mais la jurisprudence décide que ce seul fait est insuffisant pour engager la responsabilité du propriétaire.

« Attendu, dit un arrêt de la Chambre civile du 13 juillet 1903 ¹, que le fait de garder la chasse n'est constitutif d'une faute qu'autant qu'il a eu pour résultat de favoriser la multiplication excessive des lapins, mais qu'à cet égard le jugement attaqué ne constate aucune faute... »

La responsabilité du propriétaire n'est engagée que si, en dehors du fait d'avoir une chasse gardée, on peut lui adresser d'autres reproches, par exemple d'avoir entretenu un nombre excessif de lapins qui ont causé des dégâts.

C'est ce qu'exprime le jugement du tribunal civil d'Argentan du 26 août 1862, confirmé par la Chambre des requêtes ².

« Attendu que la dame de Sainte-Marie a, de tous temps, suivant son droit, fait garder sa forêt et par suite le gibier et les lapins qui la peuplent, par de nombreux agents sous la direction d'un garde général ; que longtemps avant

1. D P, 1903, 1, 369. M. Paul Colin (*Le Chasseur français de février 1933*) considère le fait de faire garder sa chasse comme un droit absolu du propriétaire.

2. D P, 63, 1, 370.

l'action de Masson, dès le mois d'avril 1860 et antérieurement, elle était informée personnellement des dommages que ces lapins causaient aux riverains de sa forêt, puisqu'elle versait, de son aveu, une indemnité de 138 francs à l'un d'eux,

« Qu'il existe de nombreux moyens très connus de détruire les lapins, qu'elle n'en a rien fait, au moins jusqu'à l'époque à laquelle se rapporte le dommage causé aux pépinières de Masson... »

2° *Fautes négatives.* — Les cas de fautes négatives sont les plus fréquents. Si des lapins existent en quantité excessive dans un bois et ravagent les cultures voisines, le propriétaire du bois sera responsable des dommages, bien qu'il n'ait pas cherché à attirer les lapins sur son terrain, s'il n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour empêcher leur multiplication. On estime en effet que c'était son devoir de les maintenir en quantité telle qu'ils ne causent pas de dégâts.

Ici encore, c'est le demandeur qui doit établir que le propriétaire n'a pas employé les moyens propres à diminuer le nombre des lapins. S'il n'apporte pas cette justification, le tribunal ne peut déclarer le propriétaire responsable.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre civile du 11 mars 1902¹ casse un jugement qui, pour accueillir l'action en indemnité d'un cultivateur, se fonde simplement sur le

1. D P, 1902, 1, 112.

Eg^t : Ch. civile, 21 août 1871, cassant un jugement du tribunal civil d'Épernay du 31 décembre 1868 (S, 71, 1, 98).

motif que « les lapins du bois sont assez nombreux pour détruire les récoltes des terrains voisins, que des traces anciennes ou récentes semblent démontrer que c'est à ces lapins qu'on doit attribuer la destruction des récoltes et que le propriétaire du bois ne prouve pas avoir fait pratiquer des furetages ou des battues. »

Dans le cas où le gibier s'est multiplié dans des proportions considérables, causant des dégâts aux récoltes voisines, on peut se demander si le propriétaire qui ignore cette situation doit être averti pour être responsable. Et, dans l'affirmative, suffira-t-il d'un avertissement quelconque sans besoin de mise en demeure ?

Les auteurs soutiennent qu'un avertissement doit être exigé pour des raisons d'équité, le propriétaire peut être absent au moment du dommage ou bien il est possible qu'il habite fort loin et ne vienne que très rarement sur les lieux. Comment, dans ces conditions, pourrait-on le tenir responsable d'un dommage qu'il n'a même pas connu ?

M. Sorel, qui estime que le propriétaire qui refuse aux voisins l'autorisation de détruire les lapins doit les détruire lui-même ou alors répondre de leurs dégâts, écrit à ce propos ¹ « Mais cette obligation alternative ne commencera à produire son effet que quand le propriétaire aura été mis en demeure de l'exécuter, ou qu'à tout le moins il aura reçu une plainte préalable qui lui aura permis de constater par lui-même le bien fondé des réclamations. Autrement il

1. Sorel. Dommages aux champs causés par le gibier, n° 24.
Voir aussi : Leblond. *Op. cit.*, n° 397.

pourrait arriver qu'absent de chez lui, et ignorant complètement ce qui s'y passe, il fût responsable de faits qui lui sont entièrement étrangers. »

Mais la doctrine est unanime à reconnaître qu'une mise en demeure n'est pas nécessaire, la responsabilité étant ici délictuelle ou quasi-délictuelle ¹.

En réalité, si on admet qu'il n'est pas besoin de mise en demeure, on ne voit pas pourquoi on exige un avertissement quelconque, puisque le quasi-délit est le plus souvent imprévu.

Pourtant, si on examine la formule de certains arrêts de la Cour de cassation, il semble que cet avertissement soit une condition nécessaire.

« Le propriétaire d'un bois, dit un arrêt de la Chambre civile du 7 janvier 1891 ², doit employer tous les moyens nécessaires pour prévenir le dommage résultant de la présence des lapins dans ce bois. Sinon il est responsable, alors surtout que les intéressés l'avaient mis en demeure de détruire les lapins. »

Mais ce n'est sans doute que pour mieux faire ressortir dans ce cas la négligence du propriétaire et la formule « alors surtout » semble bien significative. D'ailleurs, puisque la règle générale en matière de quasi-délit est qu'un avertissement n'est pas nécessaire, pourquoi en exigerait-on un dans ce cas particulier ³ ?

1. Voir Forgeot. *Op. cit.*, p. 140.

2. D P, 91, 1, 452.

3. En ce sens : Cass., 10 juin 1863, cité par M. Forgeot. *Op. cit.*, p. 140.

Le propriétaire est donc chargé de veiller sur la conduite des lapins qui peuplent ses bois. Dès que ceux-ci, attirés par un champ de blé ou de carottes, franchissent la limite du terrain qui leur est légalement assigné et méconnaissent le droit de propriété du voisin en ravageant ses cultures, il doit intervenir.

Parmi les moyens qui s'offrent à lui pour empêcher les dommages, le plus radical consiste à détruire les lapins, auteurs du préjudice.

Jusqu'à quel point la destruction devra-t-elle s'opérer ? Il suffira évidemment que le gibier soit ramené à des proportions raisonnables, de telle sorte qu'il ne soit plus nuisible. La destruction totale — bien difficile à réaliser pour ce qui est des lapins — porterait atteinte au droit de chasse qui est un des accessoires du droit de propriété. Cette solution équitable est consacrée par la jurisprudence, notamment dans un jugement du tribunal civil de Corbeil du 21 mars 1883 ¹.

Toutefois, si le propriétaire a introduit des lapins sur un terrain qui n'en contenait pas, la destruction devra être totale. Car il a créé un état de choses qui n'existerait pas s'il avait laissé faire la nature. Il doit, pour rétablir la situation antérieure, débarrasser la forêt de tous les animaux nuisibles qu'il y a apportés en les tuant jusqu'au dernier ².

1. D P, 84, 5, 430.

2. Voir : Anty. Les dommages causés par le gibier et la responsabilité civile, p. 76. Lémonon Des dommages causés par le gibier, p. 104.

En ce sens : Trib. civ. de Corbeil 12 février 1864 (*supra*. p. 40).

Le propriétaire, pour réduire le nombre des lapins, pourra organiser des battues et même appeler les voisins qui se plaignent des dégâts à y participer.

Un jugement du tribunal civil de Gien du 16 juillet 1924 ¹ décide que la responsabilité du propriétaire est dégagée, car il résulte du rapport des experts « qu'il a fait, en y invitant les fermiers et riverains, 25 battues au cours desquelles 1227 lapins ont été détruits sur 90 hectares. »

Il peut aussi opérer des furetages ² ou procéder au défoncement des terriers, afin d'éloigner les lapins de sa propriété.

En tout cas, il devra user de procédés efficaces. Si les moyens employés sont insuffisants sa responsabilité subsiste. Les juges du fond se prononcent souverainement sur ce point.

« Attendu, dit un arrêt de la Chambre civile du 1^{er} mars 1881 ³, que le tribunal de Chaumont a apprécié en fait, d'après l'ensemble des documents qui lui étaient soumis, l'importance des chasses faites ou permises par le prince de Joinville, dans les parties de la forêt d'Arc et de Châteauvillain qui avoisinent le ferme de Marnay,

« Que, du caractère et du résultat de ces chasses comparé avec le nombre des animaux à détruire et l'étendue de la forêt, il a conclu que le prince n'avait pas employé des moyens de destruction suffisants.

1. D H, 1925, p. 48.

2. Pour que le procédé soit efficace, il faudra se servir de bourses; autrement les lapins risqueraient d'échapper aux plombs des chasseurs.

3. D P, 81, 4, 300.

« Que de ces appréciations par lui souverainement faites, il a pu conclure à la responsabilité du prince de Joinville envers Roblin, et n'a, par là, violé aucune des dispositions de loi invoquées par le pourvoi. »

Le propriétaire peut également accorder aux cultivateurs riverains qui ont subi des dégâts le droit de détruire les lapins. Il dégage alors sa responsabilité. On pourrait objecter que ce droit donné aux voisins constitue une atteinte à la propriété d'autrui. Mais cette autorisation est justement accordée aux riverains afin de leur permettre de se garantir contre les dommages causés par le gibier à leur propriété. Elle est d'ailleurs donnée volontairement.

Cette autorisation est suffisante pour exonérer le propriétaire, car il fournit alors aux intéressés le moyen de se défendre. Cette solution est d'ailleurs commandée par une raison pratique : on ne saurait obliger le propriétaire qui peut habiter fort loin à se déplacer.

Certains auteurs, cependant, contestent cette opinion. Et M. Frémy ¹ soutient qu'il y a ainsi un déplacement des responsabilités et qu'on fait peser sur les riverains une obligation qui incombe régulièrement au propriétaire du bois. Mais la jurisprudence est plus libérale et admet que le propriétaire n'est pas obligé de détruire lui-même le lapins, pourvu qu'il accorde l'autorisation de les détruire.

« Attendu, dit un arrêt de la Chambre des requêtes du

1. Frémy. Code de la responsabilité des propriétaires de bois et forêts, locataires de chasse et de la compétence du juge des référés, n° 41.

M. Paul Colin (Le chasseur français de février 1933) exprime la même opinion.

19 mars 1883 ¹, que le propriétaire ou le locataire d'un bois n'est pas responsable de plein droit des dégâts causés aux propriétés voisines par les lapins se trouvant dans ce bois ; qu'il n'est pas obligé de les détruire lui-même ; qu'il est seulement obligé, s'il ne procède pas à cette destruction, d'accorder aux riverains toute permission nécessaire pour qu'ils puissent le faire,

« Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que les défendeurs éventuels n'ont commis aucune faute, qu'il est au contraire établi que Mettais-Cartier, locataire de la chasse des bois de Brémontier, et tenu seul, aux termes du bail, de la responsabilité des dégâts que pourrait commettre le gibier, a donné à la veuve Bellanger et avant qu'aucun dommage n'ait été constaté, l'autorisation sans restriction ni réserve, de pénétrer dans lesdits bois pour y faire suivre et détruire les lapins par tous les moyens qu'elle jugerait convenables et ce, pendant toute la durée du bail,

« Que la dame Bellanger n'a pas usé de cette autorisation et qu'en supposant qu'elle ne comportât pas le droit de détruire les terriers, la veuve Bellanger, qui n'a employé aucun des moyens mis à sa disposition pour détruire le gibier, ne peut être fondée à soutenir que cette autorisation était insuffisante... »

Il a été jugé également que le propriétaire est dégagé de toute responsabilité s'il a autorisé sans restriction le public à chasser.

1. D P, 84, 1, 56.

Voir toutefois en sens contraire : Req. 26 février 1901. D P, 1901, 1, 165.

C'est ce que décide l'arrêt de la Chambre des requêtes du 1^{er} mai 1882 ¹ « Attendu que la veuve d'Agar du Bus, loin d'avoir cherché à accroître le nombre des lapins ou à les conserver avait, pendant les trois années qui ont précédé la plainte du demandeur et les dégâts qui avaient pu y donner lieu, fait publier à son de trompe qu'il était loisible à tout le monde de chasser dans son bois, sans mettre à cette permission de restriction aucune. »

L'autorisation doit être portée à la connaissance des intéressés par les moyens usités dans les campagnes : annoncée par le garde-champêtre ou dans les rues à son de caisse ou encore au moyen d'affiches. Le propriétaire peut aussi avertir les riverains par lettre. L'essentiel est qu'ils obtiennent connaissance de l'autorisation à eux accordée.

Cette autorisation doit être fournie en temps utile ; une autorisation tardive laisse subsister la responsabilité du propriétaire. Une autorisation donnée postérieurement aux dégâts est inefficace, dit un arrêt de la Chambre des requêtes du 10 juin 1863 ². « Attendu que l'autorisation tardive et limitée que la dame de Sainte-Marie a donnée aux propriétaires voisins postérieurement à la dévastation des pépinières du sieur Masson, de chasser les lapins en compagnie de ses gardes, ne saurait réagir sur les faits antérieurs. »

1. DP, 83, 4, 176. Voir aussi : Req. 16 janvier 1889. DP, 89, 5, 405.

2. DP, 63, 4, 369. Egalement : Cassation 28 octobre 1891. DP, 92, 4, 183. Req. 8 juillet 1903, DP. 1903, 4, 507.

Un autre arrêt donne la même solution pour une autorisation accordée après l'enlèvement des récoltes ¹.

L'autorisation doit en outre être suffisante ². Ce qui ne signifie nullement qu'elle doive être accordée sans réserve. Elle peut être donnée sous condition : les jours de chasse peuvent être indiqués. De même les riverains ne sauraient se plaindre de ce que le propriétaire leur impose la présence d'un de ses gardes pour surveiller les opérations ³. Il peut craindre en effet qu'ils ne profitent de ce droit de pénétrer sur sa propriété pour détruire une autre espèce de gibier, par exemple des lièvres ou des faisans. Ils pourraient également causer des déprédations au fonds lui-même.

Une question importante se pose : le propriétaire peut-il subordonner l'autorisation à l'abandon sur place du gibier tué, une telle condition est-elle licite ?

M. Leblond l'admet. « Il convient, écrit-il ⁴, de ne pas oublier qu'en chassant lui-même ou en faisant chasser ses amis, le riverain ne doit pas rechercher un plaisir, mais poursuivre uniquement dans un but d'utilité personnelle, la destruction du gibier ; dès que ce but est atteint par la mort de l'animal, cela suffit, que réclamerait-on de plus ? Sans doute cette condition sera peu du goût des réclamants. »

M. Sorel exprime la même opinion. « Il ne s'agit pas d'une

1. Req. 18 février 1874. DP, 75, 5, 338.

2. L'autorisation de venir chasser trois ou quatre fois par semaine est considérée comme suffisante (Cass. 19 mars 1883. DP, 84, 1, 56.)

3. Trib. civil de Corbeil, 21 mars 1883. Droit du 3 mai 1883.

4. *Op. cit.*, n° 395.

chasse ordinaire mais bien d'une destruction. Dès lors les personnes qui concourent à cette destruction ne doivent s'attendre à d'autre profit que celui qui résultera pour elles de la diminution du gibier dont les ravages leur occasionnent ou peuvent leur occasionner un sérieux préjudice ¹ .»

On objecte à cette théorie qu'elle est contraire au principe qui rend le chasseur propriétaire de la pièce abattue. Mais on peut répondre que, dans les battues organisées par l'administration forestière dans les domaines de l'État pour détruire les animaux nuisibles, les invités n'emportent pas ce qu'ils ont tué.

On reproche encore aux auteurs qui la soutiennent de ne pas raisonner par analogie. En effet, dans le cas de chasse sur la propriété d'autrui, le gibier appartient à celui qui l'a tué, le chasseur n'est pas coupable du délit de vol. A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque l'autorisation de chasser a été accordée.

La jurisprudence, fidèle à sa théorie du gibier *res nullius* refuse au propriétaire le droit d'imposer aux riverains l'abandon du gibier tué.

C'est ce qu'exprime un jugement du tribunal civil de Rouen du 28 mars 1877, confirmé par la Cour de cassation le 10 décembre 1877 ².

1. *Op. cit.*, n° 23.

En ce sens également : Paul Colin dans le *Chasseur français*, de février 1933. Selon M. Forgeot (*Op. cit.*, p. 91), il faut interpréter l'intention de celui qui a donné l'autorisation, et, à défaut d'indice suffisant, présumer que l'autorisation de détruire comporte celle d'enlever le gibier.

2. DP, 78, 1, 319.

En ce sens : Carême, *Droits et obligations des chasseurs*, n° 643, p. 237-238.

« Attendu, lit-on, que c'est à tort que Manoury prétendait imposer à Fauchet l'obligation de laisser sur place les lapins tués, de tuer et d'y laisser aussi ceux qui seraient capturés vivants,

« Attendu qu'en présence des charges que Faucher consentait à assumer aux lieu et place de Manoury, il n'y avait rien d'excessif de sa part à exiger que le gibier lui fut abandonné... »

La Cour de cassation semble donc considérer que l'attribution du gibier tué constitue pour le riverain un dédommagement pour le temps qu'il perd en se consacrant à la destruction.

Je ne puis partager cette façon de voir. Les règles générales en matière de chasse ne devraient pas jouer ici. Les riverains ne sont-ils pas, en effet, plutôt que des chasseurs, les agents de destruction ?

Les tribunaux n'admettent pas non plus que le propriétaire puisse exiger une indemnité pour le défoncement des terriers ? Cette solution est équitable, car une telle condition est vexatoire pour les riverains. L'abondance du gibier provenant de la négligence du propriétaire, il est juste qu'il en supporte dans une certaine mesure les conséquences. D'ailleurs, le défoncement des terriers est souvent le seul moyen efficace de détruire les lapins ou tout au moins de les

La jurisprudence admet également que les lapins détruits au cours de battues administratives deviennent la propriété du chasseur qui les a tués. (Cour de Paris, 17 octobre 1893. DP, 94, 2, 164. S. 1893, 2, 303.)

1. Req. 10 décembre 1877, cité plus haut. .

rendre moins inaccessibles à la poursuite des chasseurs et des chiens. Mais le propriétaire peut exiger que les voisins ne se livrent pas à de véritables déprédations ; dans ce cas, ils seraient responsables de leurs actes abusifs.

Qu'arriverait-il si les riverains refusaient de profiter de l'autorisation de détruire donnée par le propriétaire ?

M. Lémonon¹ rapporte que, selon M. Frerejouan du Saint, le propriétaire serait alors obligé de procéder lui-même à la destruction. Cette opinion me paraît contestable. Le propriétaire ayant mis les plaignants en mesure de faire cesser les dommages, c'est à eux de profiter de l'autorisation. S'ils n'en usent pas, ils commettent une faute et doivent perdre leur action en indemnité.

C'est ce qu'admet la jurisprudence.

« Attendu, lit-on, dans un jugement du tribunal civil de Corbeil², que si des dégâts ont été commis dans les récoltes de Courville, postérieurement à la date susénoncée, c'est parce qu'il n'a pas usé de l'autorisation qui lui avait été donnée et que, dès lors, il doit imputer à sa faute ou à son imprudence le dommage dont il se plaint,

« Par ces motifs...

« Déclare Courville purement et simplement non recevable en sa demande. »

Que décider si le propriétaire refuse aux plaignants l'autorisation de détruire ? Ceux-ci disposent encore d'autres moyens d'agir. Ils peuvent, en effet, s'adresser au préfet

1. *Op. cit.*, p. 110.

2. Rapporté par M. Sorel. *Op. cit.*, p. 209.

pour lui demander d'organiser des battues ou prévenir le maire qui menacera d'en référer au préfet. M. Forgeot soutient ¹ que s'ils n'emploient pas ces moyens, ils sont aussi négligents que ceux qui ne profitent pas de l'autorisation de détruire et que dans les deux cas le résultat doit être le même : la perte de leur action contre le propriétaire.

Mais la Cour de cassation ne l'admet pas ² et c'est avec raison. Le riverain, en sollicitant du propriétaire l'autorisation de détruire a fait montre d'un certain esprit de conciliation en ne l'assignant pas de suite devant le tribunal. On ne saurait lui faire grief, au cas où le propriétaire met de la mauvaise volonté, de ne pas employer d'autres moyens. De même que le voisin qui néglige de profiter de l'autorisation accordée, le propriétaire qui refuse cette autorisation commet une faute dont il doit être responsable.

Les riverains pourraient-ils, néanmoins, forcer le propriétaire à les laisser détruire ? Un jugement du tribunal de Beauvais du 24 juillet 1884 ³ prétend qu'en obligeant le propriétaire à laisser détruire on porterait atteinte à son droit de chasse. Mais c'est surtout sur une raison pratique que se basent les tribunaux pour admettre cette solution : le riverain sollicite le plus souvent une réparation pécuniaire. Il agit ainsi conformément à l'article 1142 du Code civil selon lequel « toute obligation de faire ou de ne pas

1. *Op. cit.*, p. 136.

2. Requêtes 19 mars 1883, cité plus haut.

3. Rapporté par M. Forgeot. *Op. cit.*, p. 138.

faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution. »

Il semble que le système des astreintes consistant à condamner le propriétaire à une indemnité de x francs par jour de retard pourrait être appliqué ici d'une façon satisfaisante.

D'autres moyens, quoique moins efficaces que la destruction des lapins, sont également suffisants pour dégager la responsabilité du propriétaire.

Il en est ainsi de l'établissement d'un grillage présentant toutes conditions de sécurité. Ainsi en a décidé le tribunal civil de Beauvais, le 26 décembre 1882 ¹ « Attendu que Letalle a chassé, fait des battues et fureté constamment, non seulement pendant le temps de la chasse, mais même pendant toute l'année, au moyen d'autorisation préfectorales qu'il a tous les ans sollicitées et obtenues,

« Qu'en outre, il a à ses frais établi le long de son bois un treillage en fil de fer de 50 centimètres à 1 mètre de hauteur, qui, sans empêcher absolument l'excursion des lapins, l'a entravée notablement... ».

Il faut toutefois remarquer que, dans l'espèce en question, le propriétaire justifiait, en outre de l'établissement du treillage, avoir pris des mesures de destruction. Cette circonstance, seule, n'aurait peut-être pas suffi à l'exonérer ².

La clôture devra d'ailleurs être posée à temps pour éviter

1. *Gazette des Tribunaux* du 1^{er} février 1883.

2. Telle est l'opinion de M. Paul Colin dans le *Chasseur français*, de février 1933.

les dégâts. L'établissement du treillage postérieurement au dommage est inefficace ¹.

On ne peut donc poser un principe général qui permette de dire à coup sûr dans quel cas le propriétaire sera responsable ou non. La jurisprudence veut avant tout qu'il fasse preuve de diligence, mais elle lui laisse le choix des moyens à employer. Les tribunaux ont plein pouvoir pour apprécier si ces moyens ont été suffisants et constater s'ils ont pu amener une diminution sensible du nombre des lapins. L'efficacité du procédé se mesure d'après le résultat obtenu.

D'ailleurs, lorsqu'ils rejettent la responsabilité du propriétaire, les tribunaux invoquent non pas un seul motif mais plusieurs. Un jugement du tribunal de Gien, du 16 juillet 1924 ² est à ce point significatif.

« Attendu, lit-on, dans l'exposé des motifs, qu'aucune négligence ne peut être reprochée à le Bret,

« Qu'il résulte au contraire du rapport des experts qu'il a pris toutes les mesures propres à détruire les lapins et à en empêcher la multiplication,

« Qu'il a fait, depuis le 22 octobre 1922, en y invitant les fermiers et riverains en faisant publier à son de caisse à Dampierre l'annonce de ses chasses, 25 battues au cours desquelles 1.227 lapins ont été détruits sur 90 hectares,

« Que les bois étaient aménagés pour la destruction, le garde y entretenant sentiers et layons pour les battues et

1. Requêtes 22 mai 1901. DP, 1901, 1, 356.

2. DH. 1925, p. 18, cité plus haut.

le panneautage, en vue d'arriver à une destruction aussi complète que possible,

« Que le Bret a fourni 1.000 mètres de grillage à Barruet qui lui en demandait 700 seulement... »

SECTION II

Le dommage.

Supposons que le propriétaire du bois d'où sont sortis les lapins ait commis une faute. Ce n'est pas suffisant pour que sa responsabilité soit engagée. Il faut encore que, par suite de cette faute, les riverains aient subi un dommage. Car, selon l'expression de M. Planiol : « la faute n'existe juridiquement que par ses résultats. »

La consistance du préjudice est variable : récoltes dévastées, écorce des arbres rongée, jeunes pousses arrachées. Peu importe la nature du dommage du moment qu'un certain préjudice a été subi. En fait, l'action est surtout intentée pour les dégâts commis aux terrains en culture.

Pour que la responsabilité du propriétaire de bois puisse être mise en jeu, il faut un dommage suffisant, c'est-à-dire sérieux et appréciable. C'est là une question de fait à résoudre par les tribunaux.

M. Lémonon cite à ce propos un exemple où le dommage consistait en quelques pommes à cidre qui avaient été mangées, la responsabilité ne fut pas admise ¹.

1. Lémonon. *Op. cit.*, p. 78. Trib. civil de Rouen, 22 juin 1858. DP, 53, 3, 73

D'ailleurs, même en cas de dommage sérieux, l'indemnité allouée à la victime ne sera jamais égale au montant du préjudice qu'elle a subi. Les riverains sont tenus de supporter un certain préjudice, celui qui résulte nécessairement du voisinage des bois et qu'on appelle le *dommage normal*. La présence du gibier est un inconvénient inhérent à la nature des choses et de bons voisins doivent en supporter les effets sans se plaindre. Dans leurs rapports quotidiens ils doivent se montrer tolérants. Le cultivateur voisin d'un bois doit s'attendre à courir un risque et le propriétaire du bois n'est responsable que dans la mesure où le dommage subi par le riverain dépasse celui qu'il pouvait normalement prévoir.

Cette règle a pour but d'éviter des procès pour des dommages insignifiants. Elle empêche, en outre, la destruction totale du gibier qui serait une atteinte à l'exercice du droit de chasse.

Cette théorie est admise par la majorité des auteurs.

A ce sujet, M. Sorel écrit ¹ : « La présence du gibier dans un bois constitue pour le voisinage une espèce de servitude, dont les inconvénients doivent être supportés dans de cer-

(2^e espèce). « Attendu que comme il ne se serait agi que de pommes à cidre tombées avant le 24 août, date de l'action, il était évident qu'elles n'avaient aucune valeur et que le peu qui aurait pu être mangé n'aurait dans aucun cas constitué un dommage appréciable. »

Op. cit., n° 3.

M. Forgeot (*Op. cit.*, p. 143) voit dans le dommage normal la rançon du droit de chasse qui est accordé à chacun sur son terrain. Il ne serait pas juste, écrit-il, que les riverains eussent le droit exclusif de tuer sur leurs terres un gibier qui ne leur coûterait absolument rien.

taines limites, sans donner ouverture à aucune action en dommages-intérêts.

« Il en serait ainsi de l'ombrage et de l'humidité que produiraient des arbres plantés sur la ligne séparative d'un bois et d'un champ, sauf, bien entendu, le droit d'élagage ; et sous ce rapport je n'admets pas la distinction faite par le tribunal civil de Coulommiers le 19 juillet 1867 qui divise les inconvénients du voisinage en immédiats et en secondaires et place dans cette dernière catégorie ceux causés par le gibier comme dérivant de la destination plutôt que de la nature des lieux. »

... « Il est de l'essence des bois de contenir un certain nombre de bêtes sauvages, lit-on dans Jullemier et Reullier¹. Tant que les rongeurs n'y sont point en quantité trop considérable, les riverains n'ont aucune action à raison des dégâts commis dans leurs champs. On est à peu près unanime pour reconnaître l'existence de ce qu'on a appelé le dommage normal, qui n'ouvre point le droit à l'indemnité aux voisins d'une chasse. »

M. Leblond partage aussi cette idée².

Cependant M. Frémy s'élève énergiquement contre l'admission de la règle du dommage normal. « La loi, dit-il³, ne reconnaît pas de quasi-servitudes, elle ne consacre que

1. *Op. cit.*, p. 9.

2. *Op. cit.*, n° 381.

3. *Op. cit.*, n° 7. Egalemeut en ce sens : Demolombe. *Des contrats*, t. VIII, p. 560. « Ce qu'il y a uniquement, c'est un dommage causé *sine jure* par une propriété à une propriété voisine, par une véritable invasion, souvent des plus dommageables, et dont le propriétaire lésé a très logiquement et très équitablement le droit de demander réparation. »

les servitudes qu'elle définit ou celles qu'elle permet aux propriétaires de constituer, et comme, dans la matière qui nous occupe, on ne peut s'appuyer ni sur un texte de loi, ni sur une convention, il faut bien reconnaître qu'il n'existe aucune servitude en faveur du bois sur le champ. A notre point de vue, toutes les fois que le riverain justifiera d'un dommage réel, il devra être indemnisé. Admettre le contraire, ce serait ouvrir la porte à l'arbitraire. »

Que faut-il penser de cette théorie ? On peut remarquer que c'est surtout l'expression de servitude ou de quasi-servitude qui est critiquée par certains auteurs. Certes, il n'y a pas ici de servitude, juridiquement parlant. Les servitudes sont classées par le Code civil en trois catégories : celles résultant de la situation naturelle des lieux, celles dérivant des obligations imposées par la loi, et enfin celles dérivant des conventions entre propriétaires (titre, destination du père de famille). L'inconvénient résultant de la présence des lapins dans les bois ne pourrait être rangé que dans la première catégorie de servitudes, mais elles sont énumérées par la loi qui n'en parle pas.

On ne peut donc parler de servitude, au sens rigoureux du mot, il n'y a qu'une simple situation de fait qui s'impose aux riverains.

Mais si l'expression est inexacte, le principe qu'elle contient est juste. D'ailleurs, les terres voisines des bois où il y a du gibier se vendent ou se louent moins cher en raison de leur situation. C'est ce que fait remarquer M. Leblond : « Le voisinage du bois ou de la forêt dont se plaint le récla-

mant, écrit-il¹, est un fait qu'il n'a pu ignorer, étant donné le soin et l'habileté que l'habitant des campagnes sait apporter dans toutes les affaires qu'il traite; il n'aura pas manqué, on peut en être sûr, d'objecter précisément le préjudice qui pourrait résulter pour ses champs de ce terrible voisinage, en discutant le prix et les conditions de son bail avec cette ruse et cette ténacité habituelles du paysan. »

La jurisprudence fait une application constante de cette théorie. On en a vu un exemple dans le jugement où Merlin fut appelé à se prononcer².

M. Forgeot³ rapporte une décision du tribunal de Beauvais du 26 décembre 1882 qui porte: « Attendu qu'un dommage atteignant à peine 8 francs par hectare sur des terres qui s'étendent le long du bois, sur une longueur de près de 1.100 mètres, est assurément minime; qu'il ne paraît être que la conséquence normale de la servitude dérivant de la situation des lieux. »

Un jugement plus récent du tribunal civil de Gien⁴ consacre la même règle: « Attendu que les dégâts évalués à la somme de 1.949 fr. 10. ne dépassent pas la servitude naturelle des lieux. »

L'appréciation de ce dommage normal est une question

1. *Op. cit.*, n° 381.

2. *Supra*, p. 49.

3. *Op. cit.*, p. 442. Également: Ch. civ., 4 décembre 1901. DP, 1902, 1, 44. 11 mars 1902, DP, 1902, 1, 412.

4. 16 juillet 1924. DH, 1925, p. 18.

En sens contraire: Trib. civil de Caen, 27 juin 1933. *Gazette du Palais*, de novembre 1933.

de fait. Les tribunaux, pour en fixer la limite, devront tenir compte de certaines données : la superficie du terrain endommagé, l'abondance du gibier dans les bois voisins et enfin des efforts faits par le propriétaire pour remédier à l'inconvénient résultant de la présence des lapins. Le jugement ci-dessus fait ressortir « que la ferme du château de Dampierre était une exploitation fort importante, de 236 hectares, que l'année 1923 a été particulièrement fertile en lapins et qu'enfin le Bret, locataire du droit de chasse sur la ferme, n'a commis aucune négligence. »

L'indemnité allouée à la victime ne saurait donc jamais être égale à la totalité du préjudice subi, une partie restant à sa charge en conséquence de la règle du dommage normal.

Au delà de cette limite du dommage normal, le montant variera encore, pour un même préjudice, d'après la conduite de la victime. La responsabilité du propriétaire de bois sera diminuée ou même dans certains cas supprimée si la partie lésée a contribué à causer le dommage dont elle souffre.

SECTION III

Faute de la victime.

La responsabilité du maître de la chasse sera atténuée en cas de faute ou d'imprudence de la victime. C'est une règle générale en matière de responsabilité, mais cette solution est particulièrement équitable dans le cas qui nous occupe.

Car les cultivateurs cherchent souvent à exploiter la naïveté des propriétaires ou des locataires de chasse. Ils sèment à la lisière des forêts giboyeuses quelques graines de cultures recherchées des lapins avec le secret espoir de ne rien récolter. Par contre, ils réclameront aux chasseurs une somme bien supérieure au produit de leur récolte, si celle-ci était venue à maturité.

Ici encore nous pouvons classer les fautes en fautes positives et fautes négatives.

1^o *Fautes positives.*

Il y a faute positive si le riverain, au moyen de cultures appropriées, attire les lapins sur ses champs, afin de profiter ensuite de leurs dommages. Aucune indemnité n'est alors due par le propriétaire du bois d'où sont sortis les lapins.

C'est ce qu'a décidé le tribunal civil de Corbeil, le 21 mars 1883 ¹.

« Aucune indemnité n'est due au cultivateur qui attire des lapins sur ses propriétés, par des cultures propres à les y retenir, de manière à tirer profit de leurs dommages, ou qui s'abstient de détruire les terrassons et les nids de lapins ou rabouillères existant sur ses terrains. »

Les tribunaux devront apprécier l'intention de la partie lésée, afin de savoir si elle a agi par malice ou de bonne foi.

1. DP, 84, 5, 430.

Aux termes de l'article 544 du Code civil, chacun a le droit de jouir et de disposer de sa chose comme il lui plaît, d'où il suit que le détenteur du droit de chasse dans un bois ne peut pas légalement se plaindre du mode de culture adopté par son voisin. « Admettre, le contraire, dit M. Frémy¹, ce serait porter une grave atteinte au droit de propriété ; il est tout naturel que chacun tire de sa chose tous les produits qu'elle peut donner. »

M. Sorel² distingue suivant que les cultures plantées sont habituelles ou non et ne voit dans le premier cas qu'une simple imprudence de la part du riverain. Car en principe tout propriétaire peut varier à son gré la culture et l'exploitation de ses terres s'il se conforme aux usages du pays et des assolements.

Ainsi il a été jugé³ qu'un fermier peut réclamer des dommages-intérêts à raison des dégâts commis par les lapins à un champ de colza situé à proximité des bois s'il n'a pas agi par malice, mais a également planté du colza sur des pièces de terre éloignées des bois.

Toutefois, il est certain que dans ce cas le cultivateur, même s'il a agi de bonne foi, a commis une certaine imprudence. En semant à proximité des forêts des cultures dont le gibier est avide, il doit s'attendre à ce que ces cultures soient quelque peu endommagées. C'est pourquoi les tribunaux allouent une indemnité moindre. Le tribunal

1. *Op. cit.*, n° 9.

2. *Op. cit.*, n° 52.

3. Trib. civil de Rambouillet, 30 décembre 1859. DP, 60, 5, 331.

civil de Bernay s'est prononcé en ce sens le 30 avril 1872¹.

« Attendu que le sieur Cordier avait le droit de retirer des terres qui lui étaient louées tout le profit qu'elles pouvaient lui procurer, pourvu qu'il n'en fit pas un usage prohibé par la loi et les règlements. Mais qu'on doit reconnaître cependant, qu'en établissant au milieu des bois des cultures permanentes et délicates dont les lapins sont avides, il devait s'attendre à souffrir, dans une certaine mesure, les dégâts causés par ces animaux dont la destruction complète ne pouvait être exigée; que dans la fixation de l'indemnité il devra être tenu compte de cette situation...

« Par ces motifs, réduit à 5.500 francs l'indemnité due à Cordier. »

Le pourvoi fut rejeté par la Chambre des requêtes, le 22 avril 1873.

La Chambre civile a eu l'occasion de statuer dans une espèce où le cultivateur avait semé du trèfle rouge dans la partie de ses terres la plus voisine de bois reconnus très giboyeux et avait conservé ce trèfle longtemps après sa maturité. Le juge de paix de Brionne avait alloué une indemnité moins forte. « Attendu, a dit l'arrêt du 28 mars 1888², qu'il résulte que le tribunal a tenu compte, dans la fixation du chiffre des dommages-intérêts par lui juste-

1. DP, 73,4,476.

2. DP, 88,4,348.

Egalement : Trib. civil de Senlis, 23 juin 1870. Droit du 10 septembre (aucune indemnité n'est accordée à raison des dégâts commis par le gibier sur des choux, carottes ou haricots, quand ces productions n'ont été plantées que dans le but d'attirer le gibier).

ment accordés, de l'imprudence et de la négligence qu'il relève à la charge du demandeur en cassation...

« Que le moyen manque donc en fait...

« Rejette ce moyen. »

Ces solutions sont justes, car, la faute étant commune, la responsabilité doit être partagée. C'est ce qu'exprime d'une manière pittoresque M. Forgeot ¹.

M. Lémonon ² considère comme un dol de la part du voisin le fait de détériorer le grillage que le propriétaire du bois avait fait poser afin d'empêcher les lapins de se répandre sur les cultures des riverains. Je partage cette façon de penser, car l'intention malveillante est ici évidente.

2^o Fautes négatives.

Les cultivateurs voisins de bois giboyeux doivent non seulement ne pas attirer les lapins, mais aussi s'efforcer d'en diminuer la quantité. Il est logique de leur imposer cette obligation puisque le détenteur du droit de chasse est responsable s'il n'a pas employé des moyens efficaces pour empêcher la multiplication des lapins.

En s'abstenant de détruire les rabouillères existant sur son terrain avant de semer, le cultivateur commet une faute et les juges en tiennent compte dans la fixation des dommages-intérêts ³.

1. *Op. cit.*, p. 147.

2. *Op. cit.*, p. 139.

3. Voir *supra* : Trib. civil de Corbeil, 21 mars 1883. DP, 84, 5, 430.

En cas de faute du demandeur, les tribunaux peuvent partager par moitié le montant du dommage, sans s'expliquer par des motifs exprès sur le degré de faute de chacune des parties.

« Attendu, lit-on dans l'arrêt de la Chambre des requêtes du 25 avril 1877 ¹, qu'une négligence a été reconnue exister de la part du défendeur éventuel. Que, dans ces circonstances, les dommages-intérêts ayant été fixés à 2.222 francs par une expertise régulière, les juges d'appel ont pu, sans contrevenir à aucun principe, diviser cette somme et la mettre par moitié à la charge des sieurs de Prémont, et de France, et en laisser l'autre moitié à la charge du sieur Gatoux. »

Certains tribunaux n'accordent pas d'indemnité si le riverain a négligé de participer aux chasses auxquelles il était convoqué ou s'il n'a pas usé de l'autorisation de détruire lui-même ².

En tout cas, dans la fixation des dommages intérêts, le juge doit prendre en considération l'inertie opposée par les demandeurs aux offres des propriétaires de bois et locataires de chasses qui les avaient mis en situation de les aider à détruire les lapins.

Peut-on dire que le cultivateur a commis une négligence en s'abstenant de se clore ? Certes c'est un devoir pour lui de protéger ses cultures, mais on ne saurait lui imposer des frais qui seraient la plupart du temps très

1. DP, 78, 1, 21.

2. Requêtes 19 mars 1883. DP, 83, 1, 56.

élevés. Tout au plus pourrait-on concevoir cette obligation pour des cultures de faible étendue et particulièrement délicates comme les pépinières. C'est ce que fait le Code civil allemand. Il n'est accordé aucune réparation à raison des dommages causés aux vergers, vignobles et pépinières si ces cultures ne sont pas entourées de grillages protecteurs. Mais aucun texte semblable n'existe en France et on ne saurait exiger du cultivateur l'obligation de se clore puisque le propriétaire du bois n'est lui-même nullement obligé de s'entourer d'un grillage¹.

Cas de force majeure.

En règle générale, il est des hypothèses où le débiteur qui n'a pas exécuté son obligation n'est pas rendu responsable. C'est lorsque l'inexécution ne lui est pas imputable, qu'il a été empêché pour une raison indépendante de sa volonté. Ici se place la notion bien connue de la force majeure.

La difficulté consiste à savoir dans quel cas on se trouvera en présence d'un événement qui exonère le débiteur. Il serait vain de rappeler toutes les théories émises par les

1. Le tribunal de Coulommiers a jugé le 4^{or} juin 1883 (Droit du 4 octobre) que le propriétaire d'un bois n'est pas tenu en droit d'établir un grillage et que, par suite, on ne peut relever contre lui le défaut d'entretien de ce grillage.

De plus, le bailleur d'un droit de chasse ne peut établir, sur le domaine dont la chasse est affermée, un treillage susceptible d'empêcher la libre circulation du gibier (Paris, 4 janvier 1884, DP, 1884, 5, 56).

1 En droit donc, ni le propriétaire du bois ou le locataire de la chasse, ni le fermier rural n'est obligé d'établir un grillage.

auteurs à ce propos : les notions d'obstacle irrésistible et imprévisible, d'obstacle interne et d'obstacle externe, la distinction prétendue entre le cas fortuit et la force majeure¹. Il suffit de savoir que la jurisprudence consacre cette idée et libère le débiteur lorsqu'elle estime qu'il n'y a pas eu inexécution fautive.

En appliquant ici ce principe, nous dirons que le propriétaire n'est pas responsable s'il n'a pu éviter les dégâts commis par le gibier sorti de ses bois, s'il en a été empêché pour une cause qui ne dépend pas de lui.

On a soutenu qu'il en était ainsi de la guerre de 1870-71, deux faits ayant alors exonéré le propriétaire de toute responsabilité : le décret du 13 septembre 1870 prohibant la chasse dans toute l'étendue du territoire et le fait de l'occupation du territoire par l'ennemi.

M. Leblond écrit à cet effet² : « Nous n'hésitons pas à nous prononcer en faveur de la non responsabilité des propriétaires ou locataires de chasses. En effet, d'une part, il faut reconnaître que le désordre et le désarroi général qui existèrent alors ont singulièrement servi le braconnage ; celui-ci se révélant toujours dans les moments de trouble avec une régularité et une coïncidence vraiment regrettables... D'autre part, dans les pays occupés, l'ennemi y prohiba d'abord la chasse, de quelque façon que ce soit, sous les peines les plus sévères ; souvent même, le passage

1. Voir à ce sujet : M. Niboyet. Cours spécial de Doctorat (1930-1931). Questions sur la responsabilité, p. 137 à 160.

2. *Op. cit.*, n° 359 bis, p. 141.

à travers les bois et forêts y était interdit. Puis ensuite, tout en maintenant cette prohibition générale pour les habitants, on le voit s'offrir à lui-même le plaisir de chasses, dont la vue rappelait celle des jours meilleurs, et dans lesquelles aucun gibier n'était épargné. Ces razzias, venant en aide au braconnage proprement dit, dépeuplèrent plus d'une contrée. La tâche du propriétaire ou locataire de chasse était donc singulièrement simplifiée, et, ne le fût-elle pas, pouvait-on exiger que, sous le coup des préoccupations les plus pénibles, il trouvât encore le loisir de se livrer, en cachette et à de rares intervalles, à des actes qui, ne pouvant être nombreux, auraient été nécessairement insuffisants ; qu'enfin il risquât même sa vie pour arriver à un résultat hors de proportion avec le sacrifice à faire et les obstacles à vaincre. »

Ainsi en a jugé le tribunal civil de Rambouillet, le 19 janvier 1872 ¹. Il a exonéré un propriétaire de chasse parce que « pendant l'année 1871, il est constant que, dans les pays de bois occupés par l'ennemi, la chasse, non seulement au fusil, mais avec des furets et des bourses, était interdite par l'autorité prussienne, puisqu'il était défendu de passer dans les bois hors des sentiers frayés, sous peine de s'exposer à être arrêté et même passé par les armes ; qu'il y avait là, pour les propriétaires ou locataires de bois, au point de vue de la destruction, une interdiction absolue qui était un véritable cas de force majeure. »

1. Rapporté par Sorel. *Op. cit.*, n° 69.

Cependant la même année, le 30 avril, le tribunal civil de Bernay admit la solution contraire, en condamnant la baronne de Montigny à payer 5.500 francs de dommages-intérêts au sieur Cordier pour dégâts commis par les lapins de ses bois. Sur le pourvoi en cassation, alléguant entre autres moyens le décret du Gouvernement de la Défense Nationale du 13 septembre 1870 prohibant l'usage du fusil pour la destruction des lapins, la Chambre des requêtes, le 22 avril 1873¹ rendit un arrêt ainsi motivé : « Attendu que le tribunal ajoute avec raison que si le décret invoqué du gouvernement de la Défense Nationale prohibait l'usage du fusil pour la destruction des lapins, il n'interdisait aucun des autres moyens ordinairement employés, tels que furetage et défoncement des terriers. »

Cette décision est conforme aux principes généraux admis par la jurisprudence. S'il était plus difficile au propriétaire de détruire les lapins en raison de l'interdiction de la chasse au fusil, il n'y avait cependant pas pour lui impossibilité complète de destruction. Et la Cour de cassation n'admet la force majeure que s'il s'agit d'événements qui constituent un obstacle absolu à l'exécution de l'obligation, mais non de ceux qui la rendent seulement plus onéreuse².

La guerre, en elle-même, ne constitue donc pas nécessaire-

1. S. 73, 1, 321.

2. Voir : Req. 30 janvier 1929. *Gaz. Pal.*, 1929, 1, 410.

Egalement : Cour de Paris, 31 décembre 1916, DP, 1917, 2, 33. Trib. de Melle 23 octobre 1915, DP, 1916, 2, 83. Cour de Paris, 13 novembre 1903. DP, 1904, 2, 73. Ch. Req. 28 octobre 1907, S. 1908, 1, 32.

ment un cas de force majeure dégageant le propriétaire de toute responsabilité pour ce qui est des dommages causés par les lapins.

Pour qu'il en soit ainsi, elle doit s'accompagner de certaines circonstances qui rendent toute destruction impossible.

Ainsi a statué le tribunal civil de Beauvais, le 9 août 1871, en déclarant responsable un propriétaire pour cette raison que, loin d'avoir cherché à détruire les lapins par les moyens qui lui restaient, il avait au contraire fait garder rigoureusement sa chasse pendant l'occupation prussienne.

Durant la dernière guerre, la chasse fut interdite dans certains départements, ceux qui étaient compris dans la zone des armées. Cette prohibition, à elle seule, ne pouvait constituer un cas de force majeure. Mais un propriétaire de ces régions se trouvant mobilisé pouvait-il se prétendre exonéré pour cette raison qu'étant dans l'impossibilité absolue de détruire lui-même les lapins, il ne disposait que de moyens restreints pour les faire détruire ? Sans doute aurait-on décidé que l'interdiction de la chasse au fusil laissait subsister des procédés suffisamment efficaces, emploi du furet notamment.

Je n'ai relevé à ce propos aucune décision de jurisprudence. Il faut penser que le braconnage, dont parle M. Leblond, est venu simplifier la question. Peut-être aussi, la guerre, en montrant la nécessité de la solidarité entre fran-

1. Rapporté par Sorel. *Op. cit.*, n° 68.

çais, avait-elle accru la tolérance mutuelle, et les voisins se trouvaient-ils absorbés par des préoccupations plus sérieuses !

Mais la Cour de cassation a eu l'occasion d'affirmer le principe que la mobilisation, par elle-même, ne saurait constituer un cas de force majeure. Elle n'a pas admis l'argument d'un propriétaire qui prétendait, qu'étant absent, il n'avait pu chasser. Elle a déclaré qu'il pouvait faire chasser ou laisser chasser ¹. L'empêchement invoqué avait seulement pour effet, « de rendre plus difficile ou plus onéreux l'exécution de l'obligation » sans la rendre impossible ².

Il faut en conclure que les cas de force majeure sont l'exception en notre matière. Rarement les circonstances de la cause permettent de dire qu'on se trouve en présence d'une impossibilité absolue de destruction. On pourrait néanmoins concevoir l'hypothèse d'une guerre au cours de laquelle, tous les hommes mobilisables se trouvant aux armées, la population civile serait employée aux industries nécessitées par les besoins de la défense nationale.

1. Ch. civile, 26 décembre 1923, S, 24, 1, 151.

2. Au sujet de la guerre considérée comme force majeure, voir : Wahl. Le droit civil et commercial de la guerre, t. II, nos 1045 et suivants.

TITRE II

PERSONNES CIVILEMENT RESPONSABLES

En examinant les conditions de la responsabilité nous avons raisonné, pour plus de clarté, sur le cas le plus simple, c'est-à-dire celui du propriétaire détenteur du droit de chasse. La question est plus complexe en pratique, d'autres personnes interviennent. Il s'agit de savoir, dans tel cas particulier, laquelle est responsable.

D'une façon générale on peut dire que les personnes responsables des dommages causés par les lapins, ce sont celles ayant à un titre quelconque la jouissance du droit de chasse sur le terrain d'où sont sortis les lapins auteurs des dégâts.

Les contestations peuvent s'élever entre des voisins n'ayant entre eux aucun lien contractuel, mais il peut arriver que le débat se passe entre personnes liées par un contrat.

CHAPITRE PREMIER

VOISINS LIÉS PAR UN CONTRAT

SECTION I

Fermier contre son bailleur.

Le propriétaire du bois contenant les lapins est-il responsable lorsque la personne qui a subi les dommages est son propre fermier ?

Cette question présentait un grand intérêt avant le vote de la loi de 1930. Les auteurs étaient très partagés à ce sujet et dans leurs théories ils distinguaient d'ailleurs plusieurs cas.

Nous étudierons d'abord le problème tel qu'il se posait avant la loi de 1930.

La solution est simple s'il y a une clause dans le bail, la convention tenant lieu de loi entre les parties. Mais en l'absence d'une stipulation de ce genre, si le bail est muet à ce propos, que faut-il décider ?

Entre propriétaire et fermier il existe un lien contractuel résultant du bail qu'ils ont passé. Le contrat fait naître des obligations à la charge des deux parties. Entre autres, le bailleur est tenu, aux termes de l'article 1719 du Code

civil « de faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail. »

Peut-on dire qu'un trouble soit apporté à la jouissance du fermier si ses récoltes ont été ravagées par les lapins provenant des bois du bailleur ? Faut-il appliquer ici l'article 1719 ?

La jurisprudence s'est montrée subtile. Tout en reconnaissant que le bailleur est tenu de garantir son fermier du préjudice que lui occasionne le gibier existant sur son domaine, elle subordonne cette responsabilité à l'existence d'une faute, négligence ou imprudence du bailleur.

« Attendu, dit l'arrêt de la Chambre des requêtes du 19 juillet 1859 ¹, que si le bailleur est tenu de faire jouir paisiblement le preneur de la chose louée pendant la durée du bail, et que si, par conséquent, il doit être tenu de le garantir du préjudice que le gibier existant sur son domaine pouvait lui occasionner, cette obligation doit être renfermée dans les limites du droit commun et pour le cas seulement où ce préjudice serait causé par son fait ; mais que, du moment où il est décidé qu'aucune faute n'est imputable aux défendeurs éventuels. Chéreau et Michaux ne peuvent réclamer, comme fermiers des défendeurs, la réparation d'un préjudice qui ne provient pas de leur fait. »

Que faut-il penser de cette solution ?

La jurisprudence reconnaît que l'article 1719 est applicable au bailleur pour ce qui concerne les dommages causés

1. DP, 60, 1, 425.

par les lapins, mais elle en écarte habilement l'application en décidant que, pour que le bailleur puisse être rendu responsable, il faut que le préjudice provienne de son fait.

Elle arrive ainsi à substituer à la responsabilité contractuelle prévue par un texte spécial, la responsabilité du droit commun des articles 1382 et 1383. Ce qui a pour résultat de faire perdre au fermier le bénéfice de la preuve en l'obligeant à établir que le préjudice est imputable au fait ou à la négligence du propriétaire.

Et il est curieux de constater que la plupart des auteurs ¹ se rangent à son avis, sans même chercher à justifier cette façon de juger. N'ont-ils pas aperçu l'importance considérable de cette interprétation ou sont-ils tellement adversaires, eux aussi, de la responsabilité de plein droit en cette matière ?

Pour ma part, j'estime que la jurisprudence va à l'encontre du principe de l'article 1719. Le bailleur est obligé « par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière, de faire jouir paisiblement le preneur... » Le texte est formel, catégorique. Pourquoi alors distinguer si le trouble de jouissance dont est victime le fermier est imputable ou non au bailleur et n'admettre la responsabilité que dans le premier cas ? Les tribunaux ont ajouté au texte et lui ont donné une signification qui n'était sans doute pas voulue par ses rédacteurs.

1. Sorel. *Op. cit.*, n° 54. Leblond. *Op. cit.*, n° 417. Anty. *Op. cit.*, p. 123. Pour M. Frémy (*Op. cit.*, n° 22), la responsabilité du bailleur découle à la fois du droit commun et de l'article 1719.

Pour ce qui est de l'effet des clauses du bail sur la responsabilité du propriétaire, il faut considérer plusieurs hypothèses :

A. Le bailleur s'est réservé exclusivement le droit de chasse.

M. Frémy ¹ admet la responsabilité du propriétaire, à la fois sur le terrain contractuel et délictuel.

« La responsabilité du bailleur, écrit-il, existerait s'il laissait le gibier se multiplier dans une proportion anormale et sacrifiait aux plaisirs de sa chasse une partie notable des récoltes de son fermier. Dans ce cas, celui-ci pourrait invoquer à la fois, et le principe général des articles 1382 et suivants sur la responsabilité des fautes, et l'article 1719 qui oblige le bailleur à faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail. »

M. Anty soutient ² que le fermier peut réclamer une indemnité au bailleur si les dommages sont imputables au fait, à l'imprudence ou à la négligence de ce dernier.

M. Sorel ³ rejette toute responsabilité et, selon lui, le fermier ne pourra réclamer des dommages-intérêts que pour les dégâts causés par les lapins sortis de bois non compris dans le bail.

M. Leblond conclue également à la non responsabilité du bailleur. « L'acceptation par le fermier rural, écrit-il ⁴, de la

1. *Op. cit.*, n° 22.

2. *Op. cit.*, p. 123.

3. *Op. cit.*, n° 54.

4. *Op. cit.*, n° 417.

clause de son bail portant que le droit de chasse est exclusivement réservé à son propriétaire, emporte de sa part présomption de renonciation à toute demande d'indemnité pour dégâts commis par le gibier provenant des terrains compris dans la location. Cette solution ne s'appliquerait pas aux bois appartenant au même propriétaire, mais ne faisant pas partie de la location. »

M. Forgeot émet une opinion intermédiaire ¹. Il soutient que, à défaut du droit de chasse, le fermier conserve celui de destruction. Il ne pourra exercer un recours contre son bailleur que si ce dernier moyen de défense lui est retiré également par le bail.

Il semble impossible de nier ici la responsabilité du bailleur. Tout propriétaire est responsable vis-à-vis de ses voisins d'un dommage qu'on peut lui imputer. Pourquoi en serait-il autrement lorsqu'il s'agit de son fermier ?

La réserve exclusive du droit de chasse au profit du bailleur n'implique pas en effet la renonciation du fermier au droit de réclamer des dommages-intérêts ². Cette clause est d'autant plus naturelle que la jurisprudence de la Cour de Cassation décide ³ « que le droit de chasse forme un attribut de la propriété, d'un caractère particulier, qui, à raison de sa nature et de son objet, demeure réservé au propriétaire du terrain dans le silence du bail ; que le gibier n'est point en effet un fruit de la terre et que le droit de le chasser

1. *Op. cit.*, p. 152.

2. Voir à ce sujet : Bidouët, *La chasse et ses responsabilités civiles*, p. 78.

3. Crim. 5 avril 1866, DP, 66, 1, 411.

n'est transféré au fermier que quand cette concession résulte des stipulations du bail ou des circonstances spéciales de fait équivalentes. »

Le droit de destruction, qu'invoque M. Forgeot, est une arme assez peu efficace pour protéger le fermier au point que le bailleur se trouve exonéré des conséquences de sa faute.

La jurisprudence admet toujours la responsabilité du bailleur selon les règles du droit commun.

B. Le fermier a pris à sa charge les cas fortuits.

Cette clause, assez courante dans les baux, est permise par l'article 1772 du Code civil.

Quelle est alors son étendue ? s'applique-t-elle aux dégâts commis par les lapins, peut-on ranger ces derniers parmi les cas fortuits ?

Les auteurs sont d'accord pour dire que non, les dégâts du gibier pouvant toujours être prévus et même, le plus ordinairement empêchés.

« D'après l'article 1773 du Code civil, écrit M. Frémy ¹, les cas fortuits ordinaires comprennent la grêle, le feu du ciel, la gelée et la coulure et les cas fortuits extraordinaires, les ravages de la guerre ou une inondation, c'est-à-dire tous les fléaux qui, assez souvent, ravagent les fruits de la terre, sans que cependant il soit possible de savoir d'avance

1. *Op. cit.*, n° 25.

où et quand et s'ils arriveront. Les dégâts commis par le gibier pouvant être évités par la prévoyance et la vigilance, ne présentent pas les caractères des cas fortuits. »

C'est aussi l'opinion de M. Sorel ¹ et celle de M. Leblond ² « Le fermier rural à la charge duquel le bail met « tous les cas fortuits » ou « tous les cas fortuits, prévus et imprévus, ordinaires et extraordinaires » pourra cependant actionner son propriétaire pour dommages causés à ses récoltes par le gibier ; les dommages, en effet, pouvant être toujours prévus, le plus souvent même empêchés. »

Il me semble juste de soutenir que les dégâts causés par les lapins ne sont pas des cas fortuits. Car c'est chose courante pour les riverains des forêts, et le plus souvent ils sont prévus et réglés par une clause du bail. Tout au plus pourrait-on admettre que ces dégâts constitueraient un cas fortuit dans l'hypothèse d'une invasion subite de lapins dans une région qui n'en renfermait pas à l'origine. Peut-être y aurait-il lieu de rechercher alors si la responsabilité d'un tiers n'est pas engagée ³ !

La jurisprudence est en conformité avec la doctrine. « Attendu, dit un jugement du tribunal civil de Rambouillet ⁴, que les faits calamiteux ne sont cas fortuits qu'autant que la prudence humaine ne peut les prévoir ou les empêcher,

1. *Op. cit.*, n° 59.

2. *Op. cit.*, n° 419. Voir également : *Anty. Op. cit.*, p. 129.

3. Voir *infra*, p. 98.

4. 30 décembre 1859. DP, 60, 5, 333-334. Droit du 22 janvier 1860.

mais cessent d'être cas fortuits lorsque la diligence du bon père de famille peut s'en garantir. »

C. *Renonciation par le fermier au droit de réclamer des dommages-intérêts.*

Selon une première opinion¹, la renonciation du fermier au droit de demander des dommages-intérêts exonère le bailleur au cas où le fermier s'est réservé le droit de détruire les animaux nuisibles en cas d'inaction du bailleur.

Certaines décisions de la jurisprudence sont fournies à l'appui de ce système².

M. Leblond se prononce pour la validité absolue de cette clause, sans la subordonner à la réserve du droit de destruction en faveur du fermier. « Elle devrait toujours, écrit-il³, recevoir son exécution ; peu importerait d'ailleurs la gravité des dégâts. En se soumettant à une clause, qui certainement peut devenir bien lourde, le fermier devait en prévoir les conséquences, s'il ne l'a fait, il a été plus qu'imprudent, à lui donc de supporter les suites de sa faute ; la convention est la loi des parties, elle doit être exécutée de bonne foi et ne peut être révoquée que de leur consentement mutuel. »

Un arrêt de la Cour de Paris du 8 juillet 1881⁴ est en ce sens.

1. Sorel. *Op. cit.*, n° 57.

2. Trib. civ. de Corbeil, 14 février 1855, et, sur appel, Paris, 13 juillet 1855. Rapporté par Sorel, p. 175-176.

3. *Op. cit.*, n° 418.

4. *Gazette des Tribunaux* du 2 octobre 1881.

M. Frémy justifie cette clause par une diminution du prix du bail accordée en échange par le propriétaire. « Le propriétaire, dit-il ¹, en faisant un large sacrifice sur le taux du fermage, a-t-il pu s'affranchir de toute responsabilité ? pourquoi pas ? Le contrat de louage peut-être mélangé d'aléa... La clause du bail pourra devenir très dure pour le fermier, mais elle ne devra pas moins être exécutée parce qu'elle n'a rien de contraire à la loi. »

Les arguments de M. Frémy ne sont pas convaincants. Il n'est pas certain, lorsque cette clause de renonciation existe, qu'elle s'accompagne d'une diminution du taux de fermage. Tout dépend de la situation respective dans laquelle se trouvent les deux parties au moment du contrat ; or dans certains cas le bailleur a pu imposer sa volonté au fermier. D'ailleurs, même si cette clause a été consentie par le fermier moyennant une diminution du prix du bail, il n'est pas certain que cette réduction constitue une contrepartie équivalente. Comment est-il possible, en effet, d'évaluer avec précision un dommage futur qui peut varier suivant les circonstances. L'équité ne saurait donc justifier cette clause.

Je partage la façon de voir de M. Forgeot ² qui estime que le résultat de cette clause est d'exonérer le propriétaire de ses faits personnels. Et comme on ne peut se décharger

1. *Op. cit.*, n° 21.

2. *Op. cit.*, p. 153. M. Pons (De quelques difficultés en jurisprudence en matière de bail de chasse) critique la validité de la renonciation de la part du fermier de toute action vis-à-vis du propriétaire.

des conséquences de sa faute, une telle convention est frappée d'une nullité d'ordre public.

Il est regrettable qu'on ne trouve aucune décision de la Cour de cassation concernant la validité de cette clause.

La question, heureusement, a été réglée par la loi du 10 mars 1930. Aux termes de l'article 3 de cette loi : « Sera réputée non écrite toute clause insérée dans les baux après la promulgation de la présente loi, stipulant que les détenteurs du droit de chasse dans les bois situés au voisinage des terres louées ne seront pas responsables, au sens des articles 1382 et suivants du Code civil, des dégâts causés aux cultures par les lapins de garenne vivant dans leurs bois. »

L'exposé des motifs du projet de loi est d'ailleurs significatif. « La loi du 19 avril 1901, lit-on ¹, n'est opérante par la crainte du risque pécuniaire qu'elle fait naître, que dans la mesure où les baux ruraux n'interdisent pas de réclamer aux détenteurs du droit de chasse la réparation des dommages causés aux cultures par le lapin, quelque importants qu'ils soient. Or, de tels baux sont fréquents dans les régions de chasses au lapin. On pourrait objecter qu'il appartient aux cultivateurs, qui trouvent ces clauses trop draconiennes, de ne pas y souscrire. Ce raisonnement serait juste si dans certaines régions l'universalité des propriétaires ne s'entendait pas pour imposer ces conditions que les preneurs sont obligés d'accepter sous l'empire de la nécessité. »

1. Sirey. *Recueil des lois*, 1929-1930, p. 2.670.

Ce souci de la protection des cultivateurs s'était même traduit par une disposition qui fut supprimée par la Commission de la chambre, et qui permettait aux fermiers de demander la résiliation des baux antérieurs à la promulgation de la loi s'ils contenaient la clause prohibée.

Par conséquent, la clause de renonciation à toute demande d'indemnité insérée actuellement dans un bail serait nulle. Et le fermier pourrait néanmoins actionner son propriétaire pour dommages causés à ses récoltes par les lapins.

Je n'ai relevé aucune décision récente concernant la responsabilité du bailleur envers son fermier. Mais la solution ne fait aucun doute. L'article 3 de la loi de 1930 indique bien que c'est la responsabilité du droit commun qui joue ici, responsabilité basée sur la faute et dont il est impossible de se dégager au moyen d'une clause spéciale.

SECTION II

Propriétaire contre locataire de chasse.

Le propriétaire peut-il réclamer une indemnité à son locataire de chasse à raison des dommages causés à ses cultures par les lapins sortis des bois dont la chasse est louée ?

Résoudre le problème consiste un peu à savoir si la loi de 1930 s'applique ici. Nous allons donc étudier si les dispositions de l'article 3 concernent notre cas.

A défaut de décisions de jurisprudence, il faut interpréter le texte et considérer les raisons de son vote.

Cet article prohibe les clauses de non-responsabilité qui seraient insérées dans les baux au profit « des détenteurs du droit de chasse dans les bois situés au voisinage des terres louées. »

Que doit-on entendre par « baux » ? S'agit-il de baux ruraux ou de locations de chasse ? Les termes de l'article étant généraux, doit-on conclure qu'il s'applique aux deux cas ?

Si on lit attentivement le texte, on voit qu'il est question de bois situés au voisinage des terres louées. Cette seule-expression de « terres louées » indique clairement qu'il s'agit d'un bail passé entre un propriétaire et son fermier et relatif à des champs cultivables. « Terres » s'oppose à « bois ». Ces derniers ne sont pas compris dans le bail et le terme général et assez vague « détenteurs » du droit de chasse laisse supposer que peut-être le propriétaire a cédé ce droit, qu'il ne l'exerce pas nécessairement lui-même. Il peut avoir, en même temps, un fermier pour son exploitation agricole et un locataire pour le droit de chasse dans ses bois.

Il s'agit donc de la responsabilité d'un propriétaire envers son fermier ou de celle d'un locataire de chasse envers le fermier du propriétaire.

Cette interprétation est nettement confirmée par l'exposé des motifs du projet de loi ¹. L'article 3 a pour but de protéger les cultivateurs victimes des clauses que leur

1. Voir *supra*, à propos de la responsabilité du bailleur envers son fermier (p. 85).

imposent souvent les propriétaires. L'expression de « baux ruraux » se trouve d'ailleurs dans cet exposé.

Par conséquent, l'article 3 de la loi de 1930 est destiné à sauvegarder les intérêts des fermiers. Il ne concerne nullement le cas d'un propriétaire exploitant et de son locataire de chasse.

Comment, dès lors, régler la question de la responsabilité entre propriétaire et locataire de chasse ?

Le problème est simple si le bail contient une clause à ce sujet : il n'y a qu'à l'appliquer.

En l'absence de clause les auteurs sont à peu près unanimes à admettre la non-responsabilité du locataire. « J'avoue, dit M. Sorel ¹, que la prétention des propriétaires de bois qui ont loué leur chasse et qui réclament encore une indemnité m'a toujours paru exorbitante. Comment admettre en effet, que, d'une part, l'on spéculé sur la présence du gibier, en louant fort cher le droit de le tuer ; et que, d'autre part, on tende encore la main pour demander la réparation d'un dommage causé par quoi ? par ce même gibier.

M. Leblond ² est du même avis. « Ainsi voilà un propriétaire qui loue son droit de chasse pour une valeur au moins égale à celle qu'a réellement ce droit, le plus souvent même moyennant une somme que seule la passion peut expliquer, et cela ne lui suffira pas encore ; il faut qu'il cherche à

1. *Op. cit.*, n° 61.

2. *Op. cit.*, n° 416.

Voir également : Bidouët. *La chasse et ses responsabilités civiles*, p. 79.

rançonner son malheureux locataire de chasse, en réclamant une indemnité pour le dommage causé par un gibier dont la présence seule dans sa propriété motive la location de chasse. On ne peut argumenter de la quantité du gibier pour mieux louer sa chasse, et venir encore tirer argument de son nombre pour demander des dommages-intérêts ».

Cependant M. Frémy émet l'opinion contraire ¹ en prétextant que le locataire de la chasse qui n'empêche pas les lapins de causer des dommages aux cultures de son propriétaire n'use pas de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail.

M. Anty ² répond très justement à cette objection en disant que la destination du bois est précisément de fournir au locataire un terrain de chasse favorable. Il est donc naturel qu'il s'efforce de conserver et de multiplier le gibier. La qualité rendant la forêt propre à l'exercice de la chasse, écrit-il, n'est-ce pas le grand nombre des animaux qui y sont entretenus, plutôt que la croissance du taillis et la belle venue des baliveaux ? »

M. Forgeot admet la non-responsabilité du locataire de chasse, mais pour d'autres raisons. Une clause douteuse, dit-il³, s'interprète en faveur du locataire; à plus forte

1. *Op. cit.*, n° 17.

2. *Op. cit.*, p. 133.

M. Pons (*Op. cit.*, p. 73) estime que le bailleur doit se montrer très réservé dans sa demande pour réclamer des dommages-intérêts à son locataire.

3. *Op. cit.*, p. 151.

raison doit-il en être ainsi lorsqu'il n'existe aucune clause. Il fait remarquer, d'autre part, que le propriétaire locateur ne perd pas le droit de destruction qui lui est reconnu par la loi de 1844 et qu'il n'a qu'à en user.

Les tribunaux écartent l'action du bailleur pour des raisons d'équité : le propriétaire qui a loué sa chasse d'autant plus cher qu'il y a un plus grand nombre de lapins est présumé renoncer au droit de réclamer des dommages-intérêts.

C'est ce qu'a décidé le tribunal de Melun¹ « Le locateur d'un droit de chasse ne peut tirer profit d'un bail dont le prix a été fixé à raison de la plus ou moins grande quantité de gibier et se faire un argument de cette circonstance de la multiplication du gibier pour formuler une demande en dommages-intérêts contre son locataire ».

Mais une clause du bail peut obliger le locataire à indemniser le bailleur. On admet toutefois dans ce cas que le locataire ne devra pas réparation pour tout dommage, si minime qu'il soit, une partie doit rester équitablement à la charge du bailleur comme conséquence du contrat dont il tire profit.

Ainsi s'est prononcée la Cour de Paris le 16 mai 1893². « Considérant, que des termes sainement entendus du bail, il ne résulte pas qu'une indemnité soit due par les preneurs au propriétaire pour tout dommage, si minime qu'il soit,

1. 28 février 1862, rapporté par Sorel, p. 214,

2. DP, 93, 2, 355.

causé par les lapins ; que s'il en était ainsi, l'obligation de la destruction totale du lapin serait en quelque sorte imposée aux preneurs dès la première année et que le contrat de location de chasse deviendrait par suite, pour une partie importante, sans objet ; qu'il est une somme de dommages qui, sauf des stipulations absolument exceptionnelles, doit toujours demeurer à la charge du propriétaire bailleur comme conséquence même du contrat et du profit qu'il en retire. »

Il peut cependant être dérogé à cette règle par une stipulation expresse du contrat de bail.

Selon le même arrêt, l'indemnité due par le locataire doit être diminuée dans une certaine mesure, lorsque le propriétaire, par des coupes anticipées de son bois, a aidé à l'augmentation du gibier. Il ne faut voir ici qu'une application du principe général suivant lequel l'indemnité doit être diminuée en cas de faute de la victime.

En résumé, on peut donc dire pour ce qui est de la responsabilité du locataire de chasse envers son bailleur :

S'il existe une clause dans le bail, elle doit être appliquée, l'interprétation de cette clause étant faite en faveur du bailleur si les termes en sont vagues.

En l'absence de clause, la responsabilité du locataire de chasse n'est pas admise par la jurisprudence. Cette solution est juste ; car c'est le propriétaire du terrain qui est en premier lieu responsable des dommages causés par les lapins. S'il entend se décharger de cette obligation, il ne manquera pas de le stipuler lorsqu'il cédera son droit de chasse.

CHAPITRE II

ABSENCE DE CONTRAT

SECTION I

Responsabilité du simple permissionnaire.

Le permissionnaire de chasse est celui qui a reçu du détenteur du droit de chasse l'autorisation de chasser, pour une durée variable.

L'autorisation peut être écrite, verbale, ou tacite, ce dernier cas étant le plus fréquent. L'autorisation tacite pourra résulter de ce qu'un propriétaire a laissé chasser sur son terrain.

Les tribunaux décident ¹ que s'il voulait pour l'avenir retirer cette autorisation tacite, il devrait le faire savoir d'une façon formelle à ceux qui en profitaient.

Le permissionnaire est rarement une personne déterminée lorsqu'il s'agit d'autorisation tacite. Il y aura alors de nombreux bénéficiaires : tous les chasseurs d'un même pays, les membres d'une société de chasse.

Cette autorisation ne confère au permissionnaire qu'un droit limité, éphémère, essentiellement attaché à la per-

1. Cour de Douai, 24 mars 1897. S. 97, 2, 48,

sonne qui détient le droit de chasse et qui disparaît lorsque ce droit change de titulaire.

Le droit du permissionnaire s'éteint quand le propriétaire loue sa chasse. Les tribunaux avaient admis qu'il subsistait, se basant sur ce fait « que le permissionnaire qui a chassé dans l'ignorance du bail de chasse passé par le propriétaire, n'ayant pas eu la volonté de chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, ne peut être en état de délit¹ ».

Mais la Cour de cassation a répudié cette solution libérale² pour la raison que le droit dont le locataire a été investi sans restriction ni réserve par l'effet de son bail, ne peut être amoindri par une permission que le propriétaire aurait donnée verbalement et antérieurement à un tiers. Elle soutient que le locataire, entièrement étranger à cette tolérance, n'a pas à la retirer en aucune façon.

De sorte que le chasseur est exposé à la mauvaise foi d'un propriétaire qui, ne pouvant lui-même lui faire dresser procès-verbal sans le prévenir, n'aura, pour arriver à son but, qu'à louer sa chasse en secret. La bonne foi du prévenu n'est pas prise ici en considération.

Le permissionnaire ne tient donc pas son droit d'un contrat, mais d'une simple tolérance.

Il n'est pas substitué au propriétaire au point de vue de la chasse, puisque ce dernier peut accorder la même autorisation concurremment à plusieurs personnes, la retirer à

1. Nancy, 7 avril 1897. S., 97, 2, 297.

2. Cass. Crim. 24 janvier 1908. S., 1912, 1, 420.

son gré, exercer personnellement son droit de chasse ou le céder à un tiers.

Aussi il ne peut être tenu responsable des dégâts causés aux riverains, car il ne peut favoriser par lui-même la multiplication du gibier. Le propriétaire, qui conserve tous ses droits, demeure responsable vis-à-vis des voisins.

La responsabilité du permissionnaire n'est engagée que s'il a, par sa faute, personnellement contribué à causer les dégâts. Ainsi l'individu qui introduit des lapins dans un bois où la chasse est banale serait responsable des dommages résultant pour les voisins de la multiplication de ces animaux, à l'exclusion du propriétaire qui n'a rien à se reprocher. « Peu importe, dit M. Sorel¹, qu'il n'ait aucun droit de propriété sur le bois, puisque, en réalité, ce n'est pas tant comme propriétaire que comme auteur d'un fait dommageable que le défendeur est actionné en pareille circonstance. »

SECTION II

Locataire du droit de chasse en présence des voisins.

Le locataire de chasse, qui exerce les droits et actions du bailleur au point de vue de la chasse, doit assumer la même responsabilité civile pour les dégâts causés aux récoltes pendant la durée de son bail.

Ainsi en a décidé le tribunal civil de Nevers, le 3 dé-

1. *Op. cit.*, n° 51.

cembre 1894¹ « Attendu que le locataire de chasse, exerçant les droits et actions de son bailleur, relativement à la chasse, est tenu des obligations qui en découlent et que, dès lors, il répond des dégâts causés par le gibier aux propriétés riveraines à moins de stipulations contraires. »

La responsabilité du locataire de chasse étant substituée à celle du propriétaire, les conditions d'existence de cette responsabilité sont les mêmes que pour celle du propriétaire; le locataire n'est donc pas responsable de plein droit.

Une clause du contrat peut mettre la responsabilité à la charge du bailleur. L'article 3 de la loi du 10 mars 1930 signifie en effet que le bailleur d'un droit de chasse ne peut exonérer le preneur, à l'égard des propriétaires voisins, de la responsabilité que ledit preneur encourrait du fait des dégâts causés aux récoltes par les lapins de garenne se trouvant sur les terres affermées; car le preneur du bail de chasse est substitué au bailleur en ce qui concerne la responsabilité des dommages. Mais le bailleur aura la faculté de garantir le preneur des conséquences pouvant résulter de l'action en indemnité qui serait intentée contre lui.

Dans le cas où une clause du bail met la responsabilité à la charge du locataire, les riverains peuvent l'ignorer et s'en prendre au propriétaire seul, sauf à lui de se retourner ensuite contre son locataire. Mais le bail contient une stipu-

¹ D., 97, 4, 123,

lation pour autrui dont les voisins peuvent se prévaloir si bon leur semble.

L'action doit être intentée contre le bailleur lorsque les dommages ne peuvent être évités que par des mesures portant atteinte au fonds : par exemple le défoncement de terriers. Car le bailleur a seul le droit d'y procéder, le locataire ne pouvant faire subir à la propriété une opération aussi radicale.

Le tribunal civil de Melun a jugé en ce sens, le 28 février 1862¹ « Considérant que si, devant la grande multiplication des lapins, l'exercice sérieux du droit de chasse peut être un moyen reconnu insuffisant pour abriter les récoltes riveraines contre les dégâts des lapins, l'action en réparation du préjudice ne peut être dirigée que contre le propriétaire du sol servant de refuge et d'asile aux lapins. »

Si aucune clause n'existe dans le bail au sujet des dégâts, que faut-il décider ? Les tribunaux admettent la responsabilité du locataire de chasse qui est substitué au bailleur². C'est aussi l'opinion de M. Sorel³. Cela me paraît contestable, car une clause douteuse s'interprète en faveur du locataire, à plus forte raison devrait-il en être ainsi en l'absence de toute clause⁴.

1. Jugement cité plus haut, p. 90.

2. Voir *supra* : Trib. civil de Nevers, 3 décembre 1894.

3. *Op. cit.*, n° 61.

4. Voir à ce propos : Forgeot, *Op. cit.*, p. 150 et *supra*, p. 91.

SECTION III

Détenteur du droit de chasse dans un bois entouré d'une terre et d'un autre bois.

Le détenteur du droit de chasse dans un bois touchant d'un côté à des terres et de l'autre à des bois dans lesquels il ne possède pas le droit de chasse ne pourra, malgré tous ses efforts, empêcher le gibier peuplant ces derniers bois de traverser le sien pour aller dévaster les récoltes des riverains.

M. Sorel¹ est d'avis que, si une action est dirigée contre lui, « il devra exiger la mise en cause des propriétaires des autres bois ; au besoin il les appellera lui-même à l'instance, et il prouvera que personnellement il n'a rien fait pour attirer le gibier sur son propre terrain. »

M. Leblond partage ce point de vue. « N'ayant pas un droit de chasse sur ces terrains, écrit-il², il n'a pu y poursuivre et y détruire le gibier commun qui s'y réfugiait. Pour échapper à toute responsabilité, il lui suffira de prouver, d'une part, que personnellement il n'a rien fait pour attirer et retenir le gibier qui a causé les dégâts dont on se plaint, et que, d'autre part, il a en ce qui le concerne procédé à une destruction suffisante. »

La jurisprudence est en ce sens.

1. *Op. cit.*, n° 46.

2. *Op. cit.*, n° 411.

Si le gibier s'est réfugié dans un bois par suite du défrichement d'un autre bois voisin, la responsabilité du propriétaire du terrain défriché est-elle engagée ?

C'est l'avis de M. Leblond. « Il nous paraît certain, écrit-il ¹, que le propriétaire du bois où le gibier est venu, guidé par son seul instinct, chercher un refuge naturel, et qui, **par ce surcroît inattendu**, s'est vu actionné en dommages-intérêts par les riverains, peut utilement appeler en garantie le propriétaire du bois défriché ; c'était à lui à détruire son gibier avant de procéder à un acte qui, en chassant inévitablement celui-ci, allait en infester les bois voisins. »

M. Sorel soutient la même opinion ².

Il n'est pas douteux, en effet, que le propriétaire du terrain défriché a été la cause indirecte du dommage dont on veut rendre responsable l'autre propriétaire. Si les lapins n'existaient pas dans le bois de ce dernier avant le défrichement, il doit être tenu de la totalité du préjudice. Sa responsabilité sera seulement partielle si le défrichement n'a eu pour conséquence que d'augmenter le nombre des lapins dans le bois voisin.

Peut-on objecter qu'en défrichant il n'a peut-être eu aucune intention malveillante ? Il n'en a pas moins commis une imprudence, en ne détruisant pas au préalable les lapins. Et il doit en répondre dans la mesure du dommage qui en est résulté.

1. *Op. cit.*, n° 411.

2. *Op. cit.*, n° 50. Voir aussi : *Anty. Op. cit.*, p. 121,

Le tribunal civil de Rouen a consacré implicitement le principe dans l'espèce suivante : le sieur Leduc, adjudicataire principal du droit de chasse dans la forêt de Roumare, et comme tel substitué aux obligations de l'administration forestière, avait été assigné devant le juge de paix du canton de Maromme par des cultivateurs riverains qui prétendaient que leurs récoltes avaient été ravagées par les cerfs et les biches sortis de la forêt de Roumare. Le sieur Leduc prétendait qu'il n'était pas responsable, invoquant entre autres raisons que des défrichements opérés dans l'intérieur de la forêt avaient repoussé les bêtes fauves vers les extrémités. Ce fait ne lui étant pas imputable, il ne devait pas en subir les conséquences.

Le jugement rendu ¹ est ainsi motivé. « Attendu qu'en admettant, ainsi que l'article Leduc, que les défrichements qui ont été faits dans le centre de la forêt aient reporté les cerfs et les biches vers les extrémités voisines de la plaine, et que ce fût même là la seule cause des dommages, ce qui est loin d'être démontré, Leduc n'en serait pas moins encore responsable ; que ces défrichements avaient en effet commencé avant son bail ; qu'il en avait accepté les conséquences ; que, quand le mal s'est produit, il devait le faire cesser autant qu'il était en lui. »

On peut en déduire que si le défrichement avait été postérieur à l'adjudication du droit de chasse dans la forêt, Leduc aurait été exonéré dans la mesure où le dommage

1. 6 mai 1858. DP, 58, 3, 73.

subi aurait été imputable au gibier provenant du terrain défriché.

Il s'agissait, en l'occurrence, de dégâts causés par des cerfs et des biches. Mais on peut faire le même raisonnement et il est à penser que la solution eut été identique dans le cas de dommages causés par des lapins ¹.

SECTION IV

Responsabilité de l'usufruitier.

Les auteurs sont d'accord pour admettre que l'usufruitier possède le droit de chasse. Ce droit lui appartient à l'exclusion même du nu-propiétaire. La loi lui donnant le droit de jouir comme le propriétaire (article 578 du Code civil) il a la faculté d'user de son droit, de le céder ou de le louer ².

Comme l'a jugé le tribunal civil d'Amiens ³ « dans le démembrement qui suit la séparation de la nue-propiété d'avec l'usufruit, le droit de chasse, constituant soit dans son essence, soit dans ses produits, l'un des attributs utiles de la chose, appartient, suivant l'article 578, à l'usufruitier qui peut en jouir ou le donner à ferme. »

Par conséquent, c'est à l'usufruitier à prendre les mesures nécessaires pour empêcher les lapins de commettre des dé-

1. Voir toutefois en sens contraire : justice de paix de Bacqueville, juillet 1861, rapporté par Sorel. *Op. cit.*, p. 207.

2. Voir à ce sujet : Bidouët. *Op. cit.*, p. 74.

3. Rapporté par Sorel. *Op. cit.*, n° 69 bis.

gâts aux propriétés voisines : s'il ne le fait pas, il est responsable ¹. Sa responsabilité subsiste même en cas de non défoncement des terriers. Car c'est à lui qu'incombe ce soin, puisqu'il a le droit de jouir comme le propriétaire lui-même.

M. Anty ² soutient même que le nu-propriétaire aurait le droit d'agir contre l'usufruitier si ce dernier n'apportait pas dans sa jouissance tous les soins d'un bon père de famille et laissait le gibier se multiplier au point de nuire à la propriété dans l'avenir.

SECTION V

Propriétaires de bois contigus.

Lorsque le terrain sur lequel les lapins ont causé des dommages est entouré de plusieurs bois contigus appartenant à des propriétaires différents, la victime peut-elle obtenir contre les divers propriétaires une condamnation solidaire ?

Cela lui permettrait de réclamer à l'un quelconque des propriétaires la totalité des dommages-intérêts attribués en réparation du préjudice et d'échapper ainsi à l'insolvabilité éventuelle de l'un d'eux.

Cette garantie peut-elle lui être accordée en se fondant sur l'article 1222 du Code civil ?

Article 1222. « Chacun de ceux qui ont contracté conjoin-

1. Forgeot. *Op. cit.*, p. 125.

2. *Op. cit.*, p. 122.

tement une dette indivisible, en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement. »

M. Nœuvéglise¹ se prononce pour l'affirmative.

« C'est, dit-il, la participation en commun au fait dommageable qui engendre la solidarité. Peut-on dire que les propriétaires des bois se sont concertés pour causer le dommage ? Non, sans doute, et pourtant nous n'hésitons pas à penser que chacun d'eux peut être tenu de la dette contractée par tous. Qu'importe, en effet, que les propriétaires de bois ne se soient pas entendus à cette occasion ; il n'est pas question ici de leurs propres faits, mais des lapins qui peuplent leurs bois le jour, et qui, la nuit venue, se réunissent, se confondent, et vont ensemble dévaster la campagne. Chaque propriétaire de bois est responsable de tout le dommage vis-à-vis le créancier, parce que le dommage est le fait simultané de tous les lapins. L'obligation a été contractée conjointement, elle doit former une dette indivisible. »

Cette opinion est combattue par M. Sorel.

« Je ne partage pas, écrit-il², cette manière de voir, et malgré ce qu'a de pittoresque l'argumentation tirée de ce que tous les lapins du voisinage se réunissent et se confondent, comme jadis les sorciers au sabbat, pour commettre leurs déprédations à la tombée du jour, je préfère de beau-

1. Moniteur des Tribunaux du 8 décembre 1859. Rapporté par Sorel. *Op. cit.*, n° 48.

2. *Op. cit.*, n° 48. Voir aussi : *Anty. Op. cit.*, p. 118.

coup le raisonnement tenu par le juge de paix de Rambouillet dans son jugement du 26 décembre 1868. »

Ce jugement ¹ n'a pas admis la solidarité parce que celle-ci ne se présume pas et ne peut résulter que de la convention des parties ou de la loi. Pour qu'elle soit admise en matière de quasi-délit, « il faut qu'il y ait eu chez les auteurs des faits dommageables, unité d'action, de temps et de lieu ou concert coupable ; la cause ne comportait pas ces caractères ; en effet, chacun des défendeurs avait agi isolément, sans connivence, dans son intérêt particulier, et dès lors, les faits de garde, de conservation et de reproduction du gibier qui avaient causé le dommage étaient divisibles. »

J'estime qu'il ne saurait être question d'appliquer ici l'article 1222. La situation qu'il vise est bien différente puisqu'il s'agit d'une obligation contractuelle et dont l'indivisibilité résulte de la nature même de son objet. Or, la responsabilité des propriétaires de bois est basée sur l'article 1382 et comment admettre, *à priori*, que l'obligation de réparer le dommage soit indivisible ? C'est ce que M. Nœuvéglise accepte sans le justifier et sa théorie n'est qu'une affirmation gratuite.

On pourrait soutenir néanmoins que la solidarité doit être admise, la jurisprudence décidant que les personnes qui ont causé par leur faute commune un dommage à autrui, sont solidairement responsables à l'égard de la victime de la réparation de ce préjudice.

1. Cité par Sorel, n° 48.

Mais si nous considérons les raisons pour lesquelles la jurisprudence accepte cette solidarité, nous voyons que c'est par suite de l'impossibilité de déterminer en fait la part de responsabilité qui incombe à chacun des auteurs d'un même délit civil ¹.

Ou bien encore ils se basent sur la notion d'indivisibilité de la faute, qui n'est en somme qu'une variante de la précédente ².

La solidarité est donc un mal nécessaire auquel recourent les tribunaux lorsqu'ils ne peuvent déterminer la part de responsabilité qui revient à chaque auteur. De sorte qu'elle ne doit pas être prononcée quand il est possible en fait de diviser et de proportionner la responsabilité entre chacun des auteurs d'un délit civil ³.

Et M. Leblond, qui critique la thèse de M. Nœuvéglise, écrit très justement ⁴ « Nous ne pensons pas que le cultivateur dont le champ est entouré de bois appartenant à des propriétaires différents puisse par une seule et même action réclamer contre eux une condamnation solidaire. Il sera en effet toujours facile au juge de fixer l'indemnité que devra

1. Voir à cet effet : Ch. civile 11 juillet 1892, 2 arrêts. DP, 94, 1, 513 et 561 S., 92, 1, 501 et 508. Req. 26 nov. 1907, DP, 1908, 1, 139, S., 1908, 1, 183, 11 juin 1909, S., 1912, 1, 43.

2. Ch. civ. 15 juillet 1895, DP, 96, 1, 31. S., 95, 1, 349. 11 janvier 1905, DP, 1906, 1, 57. S., 1905, 1, 72.

3. D'où la différence entre la solidarité qui unit les co-délinquants civils et celle de l'article 55 du Code pénal, car cette dernière existe dans tous les cas où il y a délit punissable commis par plusieurs personnes sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que la part de chacun des coupables dans la réalisation du fait dommageable peut ou non être individualisée.

4. *Op. cit.*, n° 410.

payer chacun de ces propriétaires en la proportionnant équitablement entre eux d'après les circonstances et les faits de la cause, et surtout d'après l'expertise, qui est le plus souvent ordonnée dans ce cas. »

Les tribunaux pourront toujours opérer une juste répartition des dommages-intérêts entre les différents propriétaires, en s'efforçant de déterminer, le plus exactement possible, la part qui incombe à chacun dans les dégâts causés. Les experts tiendront compte du nombre et de l'importance des terriers dans chaque bois pour évaluer la quantité approximative de lapins qu'il abrite. Ils relèveront également le nombre des sentiers partant du bois. En décomposant ainsi le dommage ils pourront déterminer la proportion suivant laquelle chacun des différents propriétaires en est responsable et fixer la part qui leur incombe dans l'indemnité allouée en réparation.

Par conséquent, les riverains ne sont pas fondés à réclamer une condamnation solidaire contre les propriétaires de terrains contigus. La solidarité n'existerait qu'en cas de copropriétaires de mêmes bois ou de colocataires d'une même chasse.

TITRE III

PROCÉDURE

CHAPITRE PREMIER

COMPÉTENCE

Les différends qui se produisent entre chasseurs et cultivateurs à raison des dommages causés par les lapins font assez souvent l'objet d'un règlement amiable.

Les chasseurs désirent entretenir de bonnes relations avec les habitants de leur pays ou de celui où ils vont chasser. Les cultivateurs hésitent à recourir à une procédure longue, coûteuse ¹ et toujours aléatoire. Pour eux, un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès.

Aussi le cas n'est pas rare de voir des sociétés de chasse payer chaque année des sommes importantes pour les dégâts des lapins, ceux-ci étant évalués, soit directement par les parties, soit par un expert choisi d'un commun accord.

1. Nous verrons plus loin que la loi du 10 mars 1930 a eu pour principal objet d'instituer en cette matière une procédure plus rapide et moins coûteuse que celle du droit commun.

Les indemnités ainsi versées sont considérées comme faisant partie des frais généraux de ces sociétés, au même titre que les dépenses pour la garde de leur territoire de chasse, et prévues comme telles dans leur budget.

A défaut d'une entente entre les parties, la victime peut s'adresser à la justice. Quelle catégorie de tribunaux aura alors compétence pour juger, et à quel tribunal de cette catégorie devra-t-on faire appel dans tel cas déterminé ?

Les dispositions relatives à la compétence en matière de dommages causés par les lapins de garenne sont dispersées dans plusieurs textes.

D'abord la loi organique sur les justices de paix du 25 mai 1838, puis la loi du 19 avril 1901 sur les dommages causés par le gibier. Enfin le décret du 5 novembre 1926 qui a élevé le taux de la compétence des juges de paix. La loi du 10 mars 1930 ne touche pas à la compétence, elle est seulement relative à la procédure.

En vertu de la loi de 1838 les juges de paix connaissent de toutes les demandes en réparation des dommages causés aux récoltes.

On doit entendre par récoltes tous les produits du sol, « quels qu'en soient l'espèce et le mode de culture. » Il a été jugé notamment que les pépinières et les bois doivent être compris sous cette dénomination.

« Attendu, dit l'arrêt de la Chambre des requêtes du 22 avril 1873 ¹ que l'article 5 de la loi du 25 mai 1838

1. DP, 73, 1, 476.

attribue compétence aux juges de paix pour connaître en premier ressort, à quelque somme que la demande puisse montrer, les dommages faits aux champs, fruits et récoltes ; attendu que, dans la généralité de ces termes la loi comprend, sinon les dommages faits au sol lui-même, du moins ceux causés à tous les produits du sol, quels qu'en soient l'espèce et le mode de culture. Qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les diverses natures de fruits alors que la loi n'a fait elle-même aucune distinction, et que, par leurs motifs, ses dispositions semblent devoir s'appliquer à toute espèce de produits. Que les pépinières rentrent dès lors, et à ce titre, sous l'application du dit article, et qu'il appartient au juge de paix en premier ressort, au tribunal civil en appel, de statuer sur la demande en dommages-intérêts formée par Cordier. »

Mais il faut qu'il s'agisse de produits du sol. Si l'action en indemnité a pour fondement un dommage causé au fonds lui-même, le tribunal civil est seul compétent ¹.

Un arrêt de la Chambre civile du 25 août 1869 a statué en ce sens. « Attendu que le litige, intéressant ainsi la propriété elle-même, ne rentrait point dans les prévisions de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, qui n'attribue compétence aux juges de paix que pour les actions en réparation du préjudice causé aux fruits et récoltes ². »

1. Voir Sorel. *Op. cit.*, n° 99.

2. DP, 69, 1, 432.

Dans l'espèce il s'agissait de la réparation du dommage que la fumée de l'usine à zinc du sieur Beudin avait causé au fond même de la propriété de Roumigièrre, en en dépréciant notablement la valeur.

Il en est de même lorsque les droits de propriété ou de servitude sont contestés ¹.

Mais il faut que la contestation présente un caractère sérieux. « Attendu, dit l'arrêt de la Chambre civile du 30 mai 1894 ², que si le juge de paix cesse d'être compétent pour connaître des dommages aux champs, fruits et récoltes, lorsque la propriété ou la servitude sont contestées, ce n'est qu'autant que la contestation a un caractère sérieux. Attendu que Jean Loret ne produit aucun titre pour justifier son exception, qu'il se prévaut uniquement, pour établir sa possession annale, du fait dommageable qui lui est imputé, n'alléguant aucune autre circonstance de nature à caractériser sa possession.

Qu'en cet état, en nes'arrêtant pas à l'exception de propriété soulevée par Jean Loret, le jugement attaqué n'a violé aucun des articles de loi visés par le pourvoi. »

Le juge de paix est également incompétent lorsqu'il s'agit d'un préjudice ayant pour cause l'inexécution d'une obligation civile ou la réparation d'un dommage prévu dans une stipulation contractuelle ³.

Ces cas sont fréquents lorsqu'il y a lieu d'interpréter une clause du bail. Ainsi lorsqu'un fermier réclame à son propriétaire une indemnité à raison des dommages causés par les lapins sur les terres affermées et que le bailleur conteste cette prétention en opposant une clause du bail.

1. Req. 13 novembre 1867, cité par Sorel. *Op. cit.*, p. 101.

2. DP, 94, 1, 547.

3. Sorel. *Op. cit.*, n° 93.

Il s'agit alors de l'interprétation ou de l'exécution d'un contrat de droit civil dont la juridiction ordinaire doit seule connaître.

La Cour de cassation s'est prononcée dans l'espèce suivante ¹ : Le sieur Ledoux qui avait loué sa ferme de Vaires à la Compagnie l'Union des Postes avec réserve du droit exclusif de chasse « sans que le preneur puisse exiger aucune indemnité, soit pour dégâts, soit pour délits de gibier, de quelque nature qu'ils soient » s'était vu ensuite assigné devant le juge de paix du canton de Lagny en dommages-intérêts à titre de réparation des dégâts causés aux récoltes de la demanderesse par les lapins des bois environnants, bois dont une portion appartenait au défendeur. Ledoux contesta, en vertu du bail, le droit à l'indemnité réclamée et déclina la compétence du juge de paix pour connaître de la question soulevée par cette contestation. Le 8 novembre 1861 le juge de paix de Lagny accueille le déclinatoire, mais ce jugement est infirmé ensuite par le tribunal de Meaux. Ledoux se pourvoit alors en cassation et obtient gain de cause, la Chambre civile motivant ainsi sa décision :

« Attendu qu'il résulte de l'article 4 de la loi du 25 mai 1838, que l'attribution faite au juge de paix dans le cas qu'il détermine, cesse par la contestation sérieuse élevée sur le droit à l'indemnité, que l'incompétence du juge de paix devient alors absolue, et que la contestation élevée établit une exception péremptoire et dessaisit entièrement

1. Civ. 13 février 1865. DP, 65, 1, 78.

le juge qui doit renvoyer la cause et les parties devant le tribunal compétent. »

De même, il a été jugé que le juge de paix est incompétent lorsqu'une clause du bail dispose que le dommage sera réglé à dire d'experts ¹.

L'affaire est encore de la compétence du tribunal civil lorsque, sur une demande en réparation des dommages, le propriétaire forme un recours en garantie contre le locataire, en vertu d'une clause du bail qui rend ce dernier responsable des dommages.

C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Chambre civile du 28 juin 1870 ². « Attendu que, sur l'action formée contre lui par Morillon et consorts en réparation des dommages, l'État a exercé un recours en garantie contre d'Audigné de Restau qu'il a assigné devant le juge de paix de Château-du-Loir ; que ce recours est basé sur l'article 22 du cahier des charges qui rend l'adjudicataire du droit de chasse dans la forêt responsable des dommages, qu'une telle action qui a pour cause les obligations résultant d'un contrat de droit civil ressortit à la juridiction des tribunaux ordinaires, que le juge de paix et après lui le tribunal d'appel, incompétents à raison de la matière, étaient tenus de renvoyer les parties devant qui de droit, même d'office et en tout état de cause, nonobstant les dispositions de l'article 181 du Code de procédure civile qui sont applicables dans ce cas. »

1. Req. 11 mars 1868. DP, 68, 1, 332.

2. DP, 70, 1, 311.

En résumé, le juge de paix n'est compétent que lorsqu'on allègue l'existence d'un délit ou d'un quasi-délit. Dans les autres cas l'incompétence est d'ordre public et le juge de paix doit non seulement surseoir à statuer, mais se dessaisir du litige et renvoyer les parties devant le tribunal civil.

Le juge de paix compétent est celui du lieu des champs endommagés. En effet, l'article 3 du Code de procédure civile dit que « la citation sera faite devant le juge de paix de la situation de l'objet litigieux lorsqu'il s'agira des actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes. » Et l'objet litigieux, c'est le champ qui a été ravagé par les lapins.

La loi de 1838 fixait à 100 francs le taux de la compétence en dernier ressort du juge de paix. La loi de 1901 sur les dommages causés par le gibier a porté à 300 francs en cette matière le taux de la compétence du juge de paix en dernier ressort. M. Dupuy, dans son projet ¹, proposait même la somme de 500 francs.

M. Machet, rapporteur de la loi du 10 mars 1930 au Sénat, prend soin d'indiquer que la nouvelle loi n'a pas pour objet d'abroger ou de modifier la loi du 19 avril 1901

1. Le projet de M. Jean Dupuy, ministre de l'agriculture, du 2 mars 1900, vint en discussion devant le Sénat, amendé préalablement par la commission. L'article 1^{er} établissant la responsabilité de plein droit du détenteur du droit de chasse a été écarté comme susceptible de favoriser les procès; l'article 2 indiquant les moyens de preuve à fournir par le détenteur pour dégager sa responsabilité a disparu également. De sorte que la loi du 19 avril 1901, issue du projet, n'est relative qu'à la procédure. L'article 1^{er} porte que les juges de paix connaissent de toutes les demandes en réparation du dommage causé aux récoltes par le gibier, en dernier ressort jusqu'à 300 francs, à charge d'appel au-dessus de ce chiffre ou si la demande est indéterminée.

Les articles suivants règlent la compétence du juge de paix en cas de demande reconventionnelle et de demande collective.

sur la réparation des dommages causés par le gibier, ni les lois subséquentes qui ont fixé le taux de la compétence du juge de paix. Elle maintient donc en cette matière, pour la compétence en dernier ressort, le taux même du droit commun qui est fixé à 1.000 francs depuis le décret du 5 novembre 1926. La loi n'innove rien non plus en ce qui concerne le taux de la compétence du juge de paix à charge d'appel qui a été porté à 3.000 francs par le même décret ratifié par la loi du 22 août 1929.

Le juge de paix statue également à charge d'appel lorsque la demande est indéterminée. C'est le cas d'une réclamation de dommages-intérêts à fixer par état : par exemple d'une demande d'expertise principale. Une telle demande est nulle, mais la nullité peut avoir été couverte par l'assentiment du demandeur. Ce serait encore le cas d'une demande tendant simplement au défoncement des terriers ou à la destruction des lapins.

Comment déterminera-t-on la compétence du juge de paix en cas de demande reconventionnelle?

Jusqu'à la loi de 1901, si la demande reconventionnelle dépassait le taux de la compétence du juge de paix en dernier ressort, la cause était susceptible d'appel. La loi de 1901 a adopté la solution contraire. Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} dispose que, s'il est formé une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, il sera statué sur le tout sans appel si la demande principale est de la compétence du juge de paix en dernier ressort. Pour que l'augmentation de compétence ne pût être rendue illusoire par une demande

reconventionnelle, il fallait que celle-ci suivit le sort de la demande principale. On a adopté ici la règle en vigueur pour les tribunaux de première instance afin de supprimer des abus considérables : des plaideurs fortunés pouvant faire traîner le procès en longueur et amener l'affaire devant le tribunal d'appel en formant une demande reconventionnelle.

Hypothèse d'une demande collective. L'article 1^{er} de la loi de 1901 a confirmé une solution qui était à peu près unanimement admise au cas où plusieurs intéressés forment une demande collective par le même exploit. Il est alors statué en premier ou en dernier ressort, non d'après le total des demandes formulées, mais d'après le montant des dommages-intérêts individuellement réclamés. De sorte que si ces demandes, prises séparément, sont inférieures au taux du dernier ressort, la cause ne sera pas susceptible d'appel.

CHAPITRE II

INSTRUCTION DE LA DEMANDE

C'est ici que la loi du 10 mars 1930 a apporté les modifications les plus importantes. Si le droit commun reste applicable en ce qui concerne la compétence ¹, il cesse de l'être quant à la procédure.

On a voulu donner aux cultivateurs les moyens d'obtenir, par une procédure plus rapide et plus efficace que celle du droit commun, la réparation des dommages causés aux récoltes par les lapins. Cette procédure est instituée par l'article 2 de la loi.

ARTICLE 2. — Pour tous les dommages causés par le lapin de garenne, le réclamant présente au juge de paix une requête faisant connaître l'objet de sa demande.

Au vu de cette requête, les parties sont convoquées, par lettre recommandée dont il est accusé réception ou dont présentation à domicile est justifiée, à comparaître en conciliation dans un délai de huitaine.

1. Rien n'est changé non plus au principe de la responsabilité et il n'a nulle part été question de l'abrogation de la loi du 19 avril 1901.

La lettre recommandée fera connaître l'objet de la demande tel qu'il résulte de la requête.

A défaut d'accord, le juge de paix, sans désespérer, nommera un ou plusieurs experts aux fins de constatation et d'évaluation du dommage.

Avis de leur mission sera donné par lettre recommandée aux experts qui devront, sous huitaine, commencer leurs opérations ou faire connaître au juge de paix leur refus d'accepter la mission à eux confiée.

Le défaut de réponse sera considéré comme un refus, et alors les parties seront convoquées dans un nouveau délai de huitaine et de la manière ci-dessus indiquée aux fins de nomination de nouvel expert.

Les experts convoqueront les parties sur les lieux litigieux par lettre recommandée comme ci-dessus, dans les trois jours de la réception de la lettre d'avis de leur mission, sauf le cas de refus de l'accepter, dans lequel cas il sera d'abord procédé comme ci-dessus.

Si les parties soulèvent des difficultés qui apparaissent aux experts comporter de toute nécessité un renvoi préjudiciel devant le juge, un premier rapport sera dressé et déposé dans les trois jours et les parties seront convoquées, dans les formes ci-dessus à se présenter à l'audience suivante. Le jugement alors sera sans recours, à moins qu'il ne résolve le fond du litige.

Si les parties sont renvoyées devant les experts pour continuation de l'expertise suivant les prescriptions du jugement intervenu, comme aussi, au cas où les experts,

après avoir fait toutes constatations de dégâts, auront dû renvoyer la continuation de leur mission à l'époque des récoltes pour l'évaluation desdits dégâts, les parties seront convoquées sur les lieux, toujours dans les mêmes formes, aux fins de parachèvement de l'expertise.

Les experts pourront, parties présentes ou appelées, s'entourer de tous renseignements utiles, dont ils feront connaître la source dans le rapport.

Dans les trois jours de la clôture de l'expertise, le rapport sera transmis au juge de paix qui, par lettre recommandée ainsi que précédemment, en avisera les parties et les convoquera à se trouver à l'audience qui suivra le délai de huitaine pour le jugement définitif être rendu en suite de leurs observations.

Si, pour des motifs exceptionnels, les délais ci-dessus ont été prorogés, le jugement en fera mention.

Le dispositif dudit jugement sera notifié aux parties dans les trois jours du prononcé, et même avant enregistrement, par lettre recommandée, dans les formes avant dites.

En cas de défaut, l'opposition devra être formée dans un nouveau délai de trois jours, même avant enregistrement, avec citation à comparaître dans la huitaine aux fins d'être statué à nouveau; il sera alors procédé comme ci-dessus pour les débats, le jugement à intervenir et sa notification.

L'appel devra être interjeté, même avant enregistrement, dans les dix jours de la notification, et les débats s'ensuivront dans le mois.

L'exécution des décisions statuant sur le fond du litige aura lieu après la levée en forme exécutoire des jugements, laquelle pourra être requise, pour les jugements rendus par le juge de paix en dernier ressort et non frappés d'appel, à l'expiration du délai de dix jours de leur notification ¹ ».

Ce texte appelle quelques observations.

Le procès est engagé par simple requête du demandeur, on a supprimé la citation par ministère d'huissier. Le juge de paix va tenter de concilier les parties avant de commencer l'instruction de l'affaire ; il parviendra peut-être à éviter des frais inutiles.

Alors qu'en droit commun l'expertise est une mesure facultative que le juge de paix a toujours la faculté de repousser, l'article 2 de la loi fait un devoir au juge de paix de nommer un ou plusieurs experts.

1. L'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1930 vise la destruction des lapins. « Les dispositions de l'arrêté du Directoire du 19 pluviôse, an V, concernant la destruction des animaux nuisibles, seront applicables au lapin de garenne dans les départements où il sera déclaré gravement nuisible par des arrêtés de préfets pris, le Conseil général entendu, sur l'avis d'une commission spéciale composée du préfet, président, du conservateur des eaux et forêts, du directeur des services agricoles, du président de la chambre d'agriculture ou de son représentant et de deux représentants des chasseurs du département. Le préfet ordonnera d'office les battues ou autres mesures nécessaires après avoir mis en demeure les propriétaires ou les détenteurs du droit de chasse d'opérer eux-mêmes les destructions pendant le temps qui leur est fixé. Il déterminera les conditions auxquelles sera soumise l'exécution de ces mesures dont la direction et la surveillance seront confiées au lieutenant de louveterie.

Il sera prélevé en faveur de l'hospice ou, à défaut, en faveur du bureau de bienfaisance de la commune où sera exécutée la mesure exceptionnelle de destruction, au moins la moitié du produit de la vente des lapins tués.

La mise en demeure ci-dessus prescrite aura lieu par lettre recommandée et ne fera pas obstacle, si elle reçoit satisfaction, à des mises en demeure ultérieures pour le cas où, malgré la destruction il serait reconnu que le lapin de garenne est encore surabondant ».

D'autre part, l'expertise est la seule mesure d'instruction à laquelle le juge de paix puisse recourir. Ceci résulte des déclarations de M. Pol Chevalier, auteur du texte de l'article 2, dans la séance du Sénat du 11 juillet 1929. « Nous arrivons, disait-il, à n'avoir au pis aller, qu'une seule mesure interlocutoire, qui est l'expertise. En aucun cas nous ne serons exposé à voir se greffer sur l'expertise une enquête qui pourrait allonger les débats et augmenter les dépenses. »

Il n'y a pas une première comparution devant le juge de paix ensuite de quoi il renvoie de nouveau pour nommer un expert. L'expert est nommé immédiatement à défaut de conciliation. C'est ce qui résulte des mots « sans désespérer. »

Le juge de paix peut, semble-t-il, nommer plus de trois experts, l'article 2 de la loi de 1930 n'ayant pas, comme l'article 303 du Code de procédure civile, fixé à trois le nombre maximum des experts.

La loi nouvelle ne dit rien pour ce qui est du choix des experts. Il faut admettre que toute liberté est laissée au juge à cet égard, seuls ne pouvant remplir ces fonctions, les personnes atteintes de dégradation civique, les interdits, les mineurs.

Les experts peuvent refuser leur mission, ce qui donne lieu à de nouvelles nominations. Les conditions de l'acceptation ou du refus sont indiquées dans les paragraphes 5, 6 et 7 de la loi.

Il n'est pas question de la possibilité de récusation des

experts par les parties, mais il semble difficile de ne pas admettre ce droit tel qu'il s'exerce généralement devant les justices de paix, ce droit constituant l'un des éléments essentiels du droit de défense. De même la loi est muette pour ce qui concerne la prestation de serment des experts ; cette formalité est en droit commun exigée sous peine de nullité de l'expertise à moins que l'expert ne soit un officier public déjà assermenté ou que les parties dispensent expressément les experts du serment. Il semble qu'on doive appliquer ces mêmes règles ici.

La présence des parties à l'expertise est obligatoire. C'est ce qui résulte des termes « les experts pourront, parties présentes ou appelées. Cette règle étant une conséquence du droit de défense est prescrite à peine de nullité de l'expertise.

L'expertise peut avoir lieu en deux parties consistant, la première, dans la constatation des dégâts commis, la seconde, après les récoltes, dans l'évaluation de ces mêmes dégâts.

Le système des lettres recommandées joue un grand rôle dans cette procédure qu'on a voulu établir plus simple et moins coûteuse que celle du droit commun ¹.

Cette procédure est cependant moins simple que celle

1. Le projet de la commission de l'agriculture de la Chambre admettait même une requête verbale dont le juge de paix dresserait procès-verbal. Cette faculté fut écartée par le Sénat, M. Pol Chevalier faisant ressortir qu'une telle requête peut prêter à toutes sortes de contestations au sujet de ce qu'a voulu réellement celui qui la présente : d'autre part une requête écrite, même sur papier timbré, n'entraîne ni complications, ni frais véritablement appréciables.

qui avait été adoptée dans le premier texte de la Chambre des Députés. Les délais prévus étaient beaucoup plus courts. C'est ce que faisait remarquer, dans son second rapport à la chambre, M. Alexandre Duval : « Nous avons arrêté une procédure extrêmement rapide ; les délais prévus soit pour tenter d'arriver à une entente, soit pour obtenir un jugement sont trop longs. Quiconque voudra se livrer au petit jeu de la procédure aura le moyen de faire durer celle-ci pendant plusieurs mois. »

CHAPITRE III

LE JUGEMENT

Après avoir ordonné des mesures d'instruction afin de se procurer tous les éléments du problème, le juge de paix sera en mesure d'en donner la solution. Le jugement, rendu dans les conditions de délai examinées plus haut, va trancher la question de responsabilité et se prononcer sur les prétentions du demandeur et du défendeur.

SECTION I

Objet du jugement.

Nous supposons que, l'existence du dommage étant constatée et la faute du propriétaire de bois établie, le juge admette la demande de la victime, quelle condamnation va-t-il prononcer ?

Il s'agit ici de réparer le préjudice causé à une certaine personne par le fait d'une autre. Or ce préjudice est appréciable en argent, puisque le blé, l'avoine, ont une valeur commerciale. Ces marchandises, faisant l'objet de transactions, ont un cours sur le marché et l'on peut connaître

journallement la valeur d'une quantité déterminée, quintal ou hectolitre, de l'une d'elles. La réparation pécuniaire, consistant à attribuer une somme de tant de francs à la partie lésée est donc pleinement satisfaisante. Les dommages intérêts sont ici plus qu'un équivalent relatif. Tout au plus peut-on dire que la réparation est approximative car il y a toujours au détriment du créancier une diminution de ce qu'il devrait recevoir et ceci dans un intérêt d'ordre social.

La règle du dommage normal est une première cause de réduction du montant des dommages-intérêts, une partie du préjudice restant à la charge de la victime ¹.

La faute du demandeur contribue à diminuer l'indemnité dans une proportion notable et même parfois à la supprimer complètement lorsqu'on estime qu'elle a été la cause première du dommage ².

D'ailleurs, quel que soit le calcul auquel on s'arrêtera pour déterminer le montant de l'indemnité, il faudra toujours en défalquer les frais de moisson, de battage, de bottelage, de fanage et autres.

C'est ce qu'a décidé le tribunal civil de Rambouillet le 26 février 1869 ³, en confirmant une décision du juge de paix.

« Attendu qu'il résulte des termes précis du rapport que les experts, dans les évaluations qu'ils ont faites, déclarent

1. Voir ci-dessus, p. 59.

2. Voir *supra*, p. 63.

3. Cité par Sorel. *Op. cit.*, p. 237.

avoir tenu compte des frais de moisson, battage, bottelage et autres... »

En notre matière donc, le jugement faisant droit aux revendications du cultivateur lésé lui allouera une certaine somme d'argent en compensation des dégâts qu'il a subis.

Ce n'est pas, cependant, la seule manière de déterminer le montant des dommages-intérêts. L'article 128 du Code de procédure civile exige seulement, afin d'éviter aux parties toute contestation ultérieure quant à la fixation des dommages-intérêts, que tout jugement portant condamnation à des dommages-intérêts en contienne la liquidation ou ordonne qu'ils seront donnés par état.

La Cour de cassation a fait application de ce principe en décidant que les dommages-intérêts sont suffisamment liquidés lorsqu'ils sont fixés à la valeur déterminée par la mercuriale d'un marché précédemment tenu.

« Attendu, dit l'arrêt de la Chambre des requêtes du 29 octobre 1889 ¹, qu'en fixant le chiffre des dommages-intérêts à 180 francs pour les 6.000 kilos de paille et pour le blé à la valeur de 50 hectolitres déterminée par la mercuriale du marché tenu à Cloyes, le premier samedi du mois de septembre précédent, le tribunal de Vendôme a liquidé les dommages-intérêts au montant du préjudice par lui constaté.

Qu'il n'a donc violé, ni l'article 128 du Code de procédure civile, ni l'article 1131 du Code civil,

1. DP. 90, 4, 432.

Par ces motifs, rejette.

Le jugement attaqué s'était efforcé, au contraire, de déterminer le plus exactement possible le montant de l'indemnité, en fixant la valeur du blé et de la paille d'après le cours d'un marché local tenu au moment de la récolte.

SECTION II

Voies de recours. Prescription.

La décision du juge de paix est susceptible d'être attaquée par les voies de recours ordinaires : opposition, appel, pourvoi en cassation.

1^o L'Opposition.

La loi du 10 mars 1930 qui a simplifié la procédure a abrégé certains délais.

Dans le projet initial voté par la Chambre, la procédure était particulièrement rapide : les jugements étaient toujours réputés rendus en présence des parties et de ce fait n'étaient jamais susceptibles d'opposition.

Mais dans son amendement M. Pol Chevalier a fait remarquer que souvent le justiciable qui a fait défaut ne mérite aucun reproche et qu'il convenait de lui laisser cette voie de recours. « Il peut arriver, en effet, que celui à qui l'on délivre une assignation ou chez qui l'on remet une lettre recommandée soit absent et puisse omettre de se présenter

sans qu'il ait même connu la poursuite dont il était ou allait être l'objet. C'est pourquoi, en thèse générale, mon amendement autorise l'opposition au jugement par défaut. »

C'est pour cette raison que l'opposition n'est pas possible lorsque l'une des parties, présente devant l'expert, fait défaut devant le juge auquel l'expert renvoie son travail par suite des contestations soulevées devant lui.

L'opposition devra être formée dans le délai de trois jours même avant enregistrement. Il ne sera pas procédé par lettre recommandée, mais par voie de citation ; il s'agit ici, en effet, d'une procédure d'opposition dont le défaillant a l'initiative à prendre et la voie de citation s'impose : la comparution est à huitaine.

2^o *L'Appel* ¹.

La loi de 1930 n'a pas modifié les lois antérieures qui ont fixé le taux de la compétence du juge de paix. C'est donc le droit commun qui reste applicable. La compétence du juge de paix en dernier ressort est de 1.000 francs depuis le décret du 5 novembre 1926, et sa compétence à charge d'appel est de 3.000 francs depuis ce même décret. Le juge de paix statue également à charge d'appel si la demande est indéterminée.

En cas de pluralité de demandeurs, si ceux-ci forment

1. La commission de l'agriculture de la Chambre des députés avait supprimé l'appel qui fut établi par le Sénat. On ne pouvait, selon M. Pol Chevalier, supprimer cette voie de recours, il convenait simplement de réduire les délais ainsi que les débats de l'appel lui-même.

leurs demandes par le même exploit, pour décider de la compétence du juge de paix en premier ou en dernier ressort, il faut considérer le montant des dommages-intérêts réclamés par chacun d'eux et non la somme totale. Si les demandes prises individuellement ne dépassent pas le taux du dernier ressort, la cause ne sera pas susceptible d'appel.

En cas de demande reconventionnelle, depuis la loi de 1901, le juge de paix statuera sur le tout sans appel si la demande principale est de sa compétence en dernier ressort. On a vu plus haut les raisons qui ont fait adopter cette solution.

L'appel devra être interjeté, même avant enregistrement, dans les dix jours ¹ de la notification du jugement.

3^o *Le pourvoi en cassation.*

Aux termes de l'article 15 de la loi du 25 mai 1838, les jugements rendus en dernier ressort par le juge de paix ne peuvent être attaqués par la voie du recours en cassation que pour excès de pouvoir.

Si on a limité ainsi la possibilité du recours en cassation, c'est afin d'éviter des frais disproportionnés avec l'importance de l'intérêt, souvent modique, que mettent en jeu les procès intentés en cette matière.

Par « excès de pouvoir », dit M. Garsonnet ², il faut

1. M. Pol Chevalier indique que ce délai a été adopté par analogie avec la procédure d'ordre et de contribution.

2. *Traité de procédure*, t. V, n° 1089.

entendre « la transgression des limites dans lesquelles est circonscrit l'exercice du pouvoir judiciaire et plus précisément toute décision illégale par laquelle un juge de paix, sortant de ses attributions, trouble l'ordre des juridictions et porte atteinte à l'ordre public. » Il n'y a pas excès de pouvoir en cas de fausse interprétation du texte de loi que le juge de paix est chargé d'appliquer.

Le pourvoi en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort par le juge de paix est donc rarement recevable.

Les jugements rendus par les tribunaux civils sur appels des justices de paix sont au contraire susceptibles de recours en cassation pour simple violation des règles de droit. Les condamnations prononcées ayant pour base les articles 1382 et 1383 du Code civil, il y a là une appréciation de fait qui est souveraine de la part des tribunaux et qui échappe au contrôle de la Cour de cassation. Celle-ci se borne à rechercher si les juges ont, aux faits constatés par eux, exactement appliqué les lois en vigueur. On en a vu un exemple dans l'espèce où la Chambre des requêtes admit que la liquidation des dommages-intérêts est suffisante lorsqu'ils sont fixés à la valeur déterminée par la mercuriale d'un marché précédemment tenu ¹.

1. *Supra*, p. 125.

Voir également, p. 27 et 77.

4^o Prescription de l'action.

La loi de 1901 dispose que les actions en réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier se prescrivent par le délai de six mois à compter du jour où les dégâts ont été commis.

Un court délai s'impose, en effet, en raison de la difficulté de constater et évaluer les dommages après l'enlèvement des récoltes et, pour les parties en cause, de rapporter la preuve de leurs prétentions respectives longtemps après les faits reprochés. Le délai de trente ans serait inutile et même abusif, celui de six mois est suffisant pour sauvegarder les intérêts en présence.

Un jugement récent a décidé qu'il faut entendre par récoltes les produits périodiques de la terre, détachables du sol, et n'a admis l'application de la prescription de six mois que pour les dommages causés aux herbes, mais non aux arbres.

« Attendu que, s'il n'est pas contestable que l'herbe soit une récolte au sens de la loi du 19 avril 1901, cette définition qui s'applique encore aux fruits des arbres, ne s'applique pas aux arbres eux-mêmes qui portent la récolte, et qui par suite se rangent dans la catégorie des productions de la terre visées à l'article 6 de la loi du 12 juillet 1905. »

Appréciation du système français.

De l'étude que nous avons faite se dégagent deux idées essentielles :

1^o La responsabilité en matière de dommages causés par les lapins de garenne n'est prévue directement par aucun article du Code civil pas plus que par les lois ultérieures. La loi du 19 avril 1901 sur la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier, et celle du 10 mars 1930, qui concerne spécialement le lapin de garenne, ne sont relatives qu'à la procédure. Elles supposent admis un principe qu'on ne trouve écrit nulle part ce qui est l'œuvre de la jurisprudence.

2^o On pourrait songer, pour résoudre le problème, à combiner les articles 524 et 564 du Code civil qui décident que les lapins de garenne sont la propriété du maître du fond sur lequel ils vivent avec l'article 1385 sur les dommages causés par les animaux. De sorte que le propriétaire du terrain serait responsable de plein droit des dommages causés par les lapins de garenne, tout comme s'il s'agissait d'animaux domestiques.

Cependant les tribunaux n'appliquent presque jamais ces articles. La responsabilité du propriétaire du bois où vivent les lapins est basée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil; c'est la responsabilité du droit commun qui joue.

Pourquoi donc les juges ne recourent-ils pas plus fréquemment aux articles 524 et 564 qui semblent pourtant tout indiqués ici ?

Cela résulte de la conception étroite que les tribunaux se font du lapin de garenne. N'est pas en effet lapin de garenne, pour la jurisprudence, tout lapin vivant en liberté

dans les bois. Le lapin de garenne est l'exception parmi les lapins sauvages ; la plupart ne sont pas « de garenne » mais considérés comme étant des « *res nullius* ».

1^o *Critique de la théorie du gibier res nullius* ».

La loi du 3 mai 1844 n'a pour objet que la police de la chasse et ne s'est pas préoccupée de la propriété du gibier. Mais la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que les animaux sauvages en état de liberté naturelle constituent des *res nullius* et par conséquent appartiennent, par voie d'occupation, à celui qui s'en empare le premier.

Les auteurs font remarquer que ce principe traditionnel, qui remonte au droit romain ¹ est consacré implicitement par les articles 714 et 715 du Code civil.

ARTICLE 714. — « Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous.

« Des lois de police règlent la manière d'en jouir. »

ARTICLE 715. — « La faculté de chasser ou de pêcher est également réglée par des lois particulières. »

L'article 715, disent-ils, est un corollaire de l'article 714. Et le mot également, se rapportant au premier paragraphe de l'article 714, indique bien que le gibier et le poisson n'appartiennent à personne.

1. *Institutes de Justinien*, livre II, titre 1, § 12.

Cette interprétation est des plus contestables. Quand bien même le mot également se rapporterait au premier paragraphe de l'article 174, cela signifierait simplement que la faculté de chasser et de pêcher est commune à tous. C'est peut-être ce qu'ont voulu exprimer les rédacteurs du Code civil pour affirmer que le droit de chasse n'est plus le privilège de la noblesse comme avant 1789.

Mais il semble plus logique de rattacher le mot également au deuxième paragraphe de l'article 714. Dès lors, il signifie que, de même qu'il existe des lois spéciales pour réglementer l'usage des choses communes à tous, il y a aussi des lois particulières concernant la chasse et la pêche.

D'ailleurs, si la loi du 3 mai 1844 ne traite pas la question de la propriété du gibier, ses principes se concilient mal avec la conception du gibier *res nullius*.

L'article 1^{er} de cette loi décide en effet que le droit de chasse appartient exclusivement au propriétaire du terrain. Qu'est-ce à dire ? Tout droit suppose nécessairement un objet sur lequel il s'applique et le droit de chasse exclusif du propriétaire ne peut consister que dans l'exercice de son droit de propriété sur le gibier de son terrain.

On peut objecter que la loi de 1844 condamne celui qui a tué un gibier sur le terrain d'autrui à des dommages-intérêts envers le propriétaire et non à la restitution comme s'il y avait vol. Mais M. Forgeot fait remarquer¹ que le délit de vol n'est pas incompatible avec le délit de chasse.

1. *Op. cit.*, p. 463.

L'une et l'autre ont leur domaine d'application propre. Si l'on ne considère pas le gibier comme *res nullius*, l'appropriation illégale de ce gibier constitue sans doute un vol, mais la loi de 1844 est néanmoins utile puisque le délit qu'elle prévoit étant un délit contraventionnel, qui ne nécessite aucune intention délictueuse et dans lequel il n'y a que le fait matériel qui compte, permet la répression de tous les actes de chasse ne rentrant pas dans la catégorie du vol.

D'ailleurs le tribun Siméon, lors de la discussion de l'article 715, s'exprimait ainsi : « L'état social ne permet pas que la chasse, la pêche, les trésors, les effets que la mer rejette, les choses perdues soient, comme dans l'état de nature, au premier occupant ».

Cette théorie est également contraire aux principes généraux de notre droit civil. L'article 547 déclare que « les fruits naturels et industriels de la terre, les fruits civils, le croît des animaux appartiennent au propriétaire par voie d'accession. » Or ne peut-on pas dire que les lapins sont, en un certain sens, le produit spontané du sol sur lequel ils trouvent leur nourriture ¹ ? D'autre part, aux termes de l'article 552 « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. » Les exceptions à ce principe, en ce qui concerne le régime des mines et des chutes d'eau, sont établies par des lois particulières et pour des raisons d'intérêt social qui ne trouvent pas place ici.

1. A ce sujet, voir *supra*, p. 80.

On ne saurait songer à fonder le caractère de *res nullius* du gibier sur sa nature nomade. Car en droit français la propriété n'exige pas, comme c'était le cas en droit romain la détention de la chose. D'ailleurs les « lapins d'une garenne » au sens du Code sont la propriété du maître et pourtant ils sont aussi difficiles à capturer que les autres lapins sauvages. M. Forgeot ¹ compare le gibier qui passe d'un terrain à l'autre à la monnaie qui circule de mains en mains. Ce faisant, elle change de propriétaire, et il en est de même du gibier.

Le principe du gibier *res nullius* n'est donc pas justifié au point de vue théorique ². Et je puis d'autant moins l'accepter que j'ai admis, au début de cet ouvrage, une définition large du mot garenne. Puisque tout lieu où se trouvent des lapins est une garenne, ces animaux appartiennent au propriétaire du terrain et ne sont jamais « *res nullius* ».

Cependant la jurisprudence fait une application constante de cette règle ³. Seul, le tribunal civil de Meaux, le 3 avril 1903 ⁴, a statué différemment. On lit, dans l'exposé des motifs du jugement : « Attendu, il est vrai, qu'un pro-

1. *Op. cit.*, p. 163.

2. Au point de vue pratique, cette règle qui empêche qu'on puisse exiger la restitution du gibier tué sur le terrain d'autrui rend illusoire toute poursuite intentée contre un délinquant insolvable.

3. Voir : Requêtes 29 avril 1862. DP, 62, 1, 449. Paris, 23 juin 1904. DP, 1905, 2, 9. Ch. civile, 22 juin 1870. DP, 70, 1, 408.

La loi du 10 mars 1930 a admis implicitement le principe en écartant le système de la responsabilité de plein droit.

4. *Gazette des Tribunaux*, 2^e partie, p. 484.

priétaire ne peut considérer comme lui appartenant, *in individuo*, les animaux sauvages qui se trouvent sur son terrain ; mais que, néanmoins, il a sur eux, pris *in globo* un droit, mal défini, mais certain, puisque le législateur, dans la loi du 3 mai 1844, protège ce droit en interdisant à tout étranger de chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. »

Mais on peut dire que ce jugement constitue l'exception qui confirme la règle généralement admise par les tribunaux. Ce n'est d'ailleurs qu'une décision de tribunal civil et l'année suivante la Cour de Paris rendait un arrêt conforme à la théorie classique ¹ « Considérant que le droit de chasse ne confère pas à celui qui le possède la propriété du gibier, qui, même apporté par le propriétaire, ne reste pas nécessairement attaché au territoire de chasse, et demeure, par nature, « *res nullius* ».

Ainsi la jurisprudence méconnaît le Code et tout le système français repose sur une théorie contestable : celle de la propriété du gibier².

2° *Le système en vigueur en Alsace-Lorraine.*

La loi du 1^{er} juin 1924 qui a introduit la législation civile française dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, a néanmoins laissé en

1. *Gazette des Tribunaux*, 1^{re} partie, p. 177.

2. M. Lémonon (*Op. cit.*, p. 64 et suivantes) admet la théorie du gibier *res nullius*. M. Anty (*Op. cit.*, p. 57), l'accepte sans même la discuter.

vigueur certaines lois du régime antérieur ¹. Au nombre de celles-ci figurent les lois locales sur la chasse et la pêche.

D'autre part, la loi du 10 mars 1930 n'est pas applicable à l'Alsace -Lorraine. L'article 4 du projet initial, prévoyant l'application de la loi dans les trois départements recouvrés, a été supprimé par le Sénat à la suite de l'intervention de MM. Jourdain et Eccard qui firent remarquer que la question des lapins y était réglée depuis longtemps et qu'il convenait de ne pas apporter de complications dans un état de choses donnant toute satisfaction aux intéressés. C'est donc la législation allemande qui continue actuellement à être appliquée.

Dans le Code civil allemand, tout comme dans la loi française, le gibier d'une garenne ou d'un parc est considéré comme la propriété du maître.

ARTICLE 960. — « Les animaux sauvages sont sans maître tant qu'ils se trouvent en liberté. Ceux des parcs et les poissons des étangs ou autres eaux privées ne sont pas sans maître.

De plus, l'article 833, analogue à notre article 1385, consacre la responsabilité du fait des animaux. « Si un animal a donné la mort à un homme ou a lésé son corps ou sa santé, ou endommagé une chose, le possesseur de cet animal doit réparer le dommage causé. »

1. Article 7. « Continuent à être appliquées, telles qu'elles sont encore en vigueur dans les trois départements, les lois locales suivantes :

1° Les lois locales sur la chasse et la pêche, notamment les articles 835 du Code civil local et 46 à 36 de la loi d'exécution de ce Code en Alsace-Lorraine. »

Pour ce qui est des dommages causés par le gibier vivant à l'état libre, le cas est prévu par l'article 835.

ARTICLE 835. — « Au cas où des dégâts auront été causés par des sangliers, cerfs, élan, daims, chevreuils ou faisans sur un terrain sur lequel le propriétaire n'a pas le droit de chasser, le titulaire du droit de chasse sera tenu de réparer le dommage à la victime. L'obligation de réparer s'étend au dommage que les animaux causeront aux produits séparés du sol, mais non encore rentrés.

« Au cas où l'exercice du droit de chasse appartenant au propriétaire lui est retiré par la loi, celui auquel la loi attribue le droit d'exercer la chasse devra réparer les dégâts ».

Cet article consacre deux idées essentielles :

a) C'est le titulaire du droit de chasse qui est obligé de réparer le dommage causé par le gibier.

b) Cette responsabilité s'oppose à celle de notre Code qui est basée sur la faute. Le seul fait d'être titulaire du droit de chasse oblige à réparer le dommage qui résulte de la présence du gibier. C'est une solution basée sur la théorie du risque : celui qui retire des avantages d'une certaine situation est obligé de supporter les risques inhérents à cette situation ; en conséquence, la personne qui profite de l'exploitation de la chasse devra supporter les risques qui peuvent résulter de cette exploitation et spécialement les dégâts causés par le gibier. Le titulaire du droit de chasse est dans la même position que le patron français en face de la loi du 9 avril 1898.

Il est à remarquer que l'énumération de l'article 835 ne comprend pas les lapins ; mais ils ont été, ainsi que les lièvres, ajoutés à la liste par la loi d'exécution ¹.

Pour bien comprendre les solutions adoptées en matière de responsabilité pour les dégâts commis par le gibier, il est important de noter qu'en Alsace-Lorraine la réglementation du droit de chasse n'est pas la même qu'en France.

Cette réglementation résulte de la loi du 7 février 1881. L'article 1^{er} de cette loi est comparable à l'article correspondant de la loi française de 1844 et formule le principe que le droit de chasse appartient au propriétaire du terrain. Mais ce principe est largement atténué dans les articles 2 et 3.

ARTICLE 2. — « Le droit de chasse sur les terrains et cours d'eau soumis aux dispositions de la présente loi sera exercé par la commune au nom et pour le compte des différents propriétaires.

« Pour chaque ban communal la chasse sera louée par voie d'adjudication publique pour une durée de neuf années...

« Chaque ban communal pourra être divisé en plusieurs districts de chasse dont chacun devra avoir une contenance d'au moins 200 hectares. »

ARTICLE 3. — « Les propriétaires de terrains d'une superficie contiguë d'au moins 25 hectares ou de lacs et

1. La réparation des dégâts causés par les sangliers fait l'objet d'une législation spéciale qui a été remaniée profondément par la loi du 29 juillet 1925.

étangs d'au moins 5 hectares, ainsi que d'étangs appropriés comme canardières, peuvent se réserver l'exercice du droit de chasse sur leur dite propriété ¹ ».

La loi de 1881 consacre donc le principe de la communalisation de la chasse, l'article 3 apportant une exception à ce principe.

Dans ces conditions, les solutions adoptées par l'article 835 du Code civil allemand s'expliquent facilement. Le propriétaire qui, dans la majorité des cas, n'exerce pas le droit de chasse, ne saurait être rendu responsable des dégâts causés par le gibier. C'est le titulaire du droit de chasse qui doit l'indemnité, car lui seul peut empêcher ou tout au moins restreindre les dommages.

Mais la commune n'exerce la chasse au nom et pour le compte des propriétaires que par voie d'adjudication, de sorte qu'il serait injuste de mettre la réparation à sa charge. Aussi l'article 18 de la loi d'exécution a-t-il décidé que le fermier de la chasse sera tenu aux lieu et place de la commune.

Celle-ci ne sera responsable qu'en cas d'insolvabilité du fermier et de la caution, ce qui se produira donc très rarement. D'ailleurs la commune pourra se retourner contre ces derniers lorsqu'elle aura été poursuivie.

En ce qui concerne les dégâts donnant lieu à réparation, l'article 835 prévoit que l'indemnité peut être accordée pour tout dommage causé à un fonds de quelque nature

1. Voir Nafziger. *La chasse en Alsace-Lorraine*, p. 40.

que ce soit ou aux produits séparés du sol mais non encore rentrés. Cette dernière restriction n'existe pas dans la loi française.

La loi d'exécution du Code civil allemand en Alsace-Lorraine codifie en quelque sorte la question de la responsabilité pour dégâts causés par le gibier dans ses articles 16 à 36 qui en déterminent les détails d'application.

Dans la fixation de l'indemnité le tribunal devra prendre en considération la faute de la victime. Il appréciera la gravité de cette faute en s'appuyant sur les dispositions contenues dans le cahier des charges réglant les détails de l'adjudication du droit de chasse.

La loi d'exécution supprime même toute responsabilité dans un cas particulier de faute commise par la victime. L'article 17 dispose, en effet, qu'aucune réparation ne sera accordée pour dégâts causés aux jardins, vergers, pépinières et arbres isolés qui auraient pu être normalement évités par l'emploi d'appareils protecteurs.

En résumé, le système alsacien-lorrain consacre la responsabilité absolue du titulaire du droit de chasse, mais cette responsabilité est atténuée et même parfois supprimée en cas de faute de la victime.

CONCLUSION

Responsabilité de plein droit. Responsabilité du droit commun basée sur la faute, lequel des deux principes est préférable ?

Il est impossible de répondre d'une façon générale, car on doit tenir compte de diverses circonstances. En particulier, cette question de la réparation des dommages causés par les lapins est intimement liée à celle de la réglementation du droit de chasse.

La législation d'Alsace-Lorraine admet la responsabilité de plein droit. Mais en ce pays les chasseurs sont moins nombreux que dans les autres régions de France, on n'y rencontre pas de chasses banales. Le principe dominant est celui de la communalisation de la chasse. Le ban communal est divisé en districts d'au moins 200 hectares et le droit de chasse sur chacun des districts est loué par voie d'adjudication. Les prix de location étant très élevés, les adjudicataires ne peuvent être que des chasseurs aisés groupés généralement en petites sociétés de chasse. Dans ces conditions, rien d'anormal à les rendre responsables de

pleindroit. Aux frais de location de leur chasse, ils peuvent joindre facilement les indemnités pour la réparation des dommages.

Ce n'est pas le cas en France. La loi de 1844 consacre le principe de la liberté du droit de chasse et, en pratique, ce principe ne reçoit que fort peu d'exceptions. Les chasses communalisées sont rares chez nous. D'ailleurs, cette communalisation, lorsqu'elle existe ¹, n'est guère comparable dans ses conditions à celle qui est appliquée en Alsace-Lorraine où elle constitue un véritable dépouillement du droit de chasse. On ne peut, d'autre part, considérer comme une entrave à cette liberté, la réglementation qui est l'œuvre des sociétés de chasses. Car ces associations sont formées du plein consentement des intéressés qui prennent simplement conscience de la nécessité de s'entendre afin d'arriver à un exercice utile du droit de chasse. C'est la réglementation voulue par les chasseurs eux-mêmes. Et bien loin de restreindre le nombre des chasseurs, les sociétés de chasse rendent au contraire le droit de chasse accessible aux non-propriétaires. Elles acceptent même, à titre d'ac-

1. La communalisation, toujours volontaire, comporte deux modalités différentes :

a) Dans certaines communes, la chasse sur les biens communaux et sur les terres des propriétaires qui ont renoncé à l'exercer, est affermée moyennant une redevance payable à la caisse municipale. C'est donc une communalisation partielle.

b) Dans d'autres communes, il y a pour ainsi dire substitution du Conseil municipal à la société de chasse. La commune loue les terres des propriétaires qui renoncent à exercer leur droit de chasse et encaisse le montant des cotisations et des actions. Elle ne fait donc que réglementer le droit de chasse sur son territoire.

tionnaires, des chasseurs étrangers à la commune. Les cotisations exigées des membres sont minimales, le prix des actions est raisonnable. Aussi la chasse est en France un plaisir à la portée de tous et la majorité des chasseurs est fermée par des gens de condition sociale moderne. Dès lors, l'application du principe de la responsabilité de plein droit présenterait de sérieux inconvénients, car son plus clair résultat serait de faire de la chasse un luxe réservé désormais à la seule aristocratie, à ceux-là seuls qui pourraient supporter, en dehors des frais ordinaires nécessités par la chasse, les indemnités considérables allouées aux cultivateurs victimes des ravages des lapins. Cette idée d'un quasi-privilege serait peu conforme aux traditions démocratiques de notre pays et au caractère individualiste de notre droit civil.

Si notre système est favorable aux chasseurs, il faut remarquer que les intérêts des cultivateurs ne sont nullement lésés. La certitude d'indemnisation résultant de l'adoption du principe de la responsabilité sans faute encouragerait leur négligence en même temps qu'elle favoriserait la multiplication des procès. Les tribunaux, qui se prononcent souverainement sur le point de savoir s'il y a eu faute de la part du défendeur, se montrent d'ailleurs bienveillants et dans certains cas la responsabilité du propriétaire découle presque uniquement de l'importance des dégâts constatés. La procédure d'expertise employée en cette matière constitue également un avantage pour la victime : les experts étant généralement choisis parmi les cultiva-

teurs auront plutôt tendance à soutenir la cause des cultivateurs plaignants.

Somme toute, le système français, bien qu'il méconnaisse certains textes du Code, se trouve être satisfaisant et bien adapté aux circonstances.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Président,

NIBOYET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AUBRY et RAU. — *Droit civil*, t. IV.
Code civil anoté : articles 524, 564, 1385.
Code forestier anoté.
DALLOZ. — *Jurisprudence générale*.
DEMOLOMBE. — *Droit civil*, t. VII.
LAURENT. — *Droit civil*, t. XX.
MERLIN. — *Répertoire de jurisprudence*, t. V et VII.
PLANIOI et RIPERT. — *Traité pratique de Droit civil français*, t. VI, X, XI.
Répertoire Dalloz. — Chasse.
SIREY. — *Jurisprudence générale*.
SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts* (1901 et 1930).

ÉTUDES SPÉCIALES

- ANTY. — Les dommages causés par le gibier et la responsabilité civile
(*thèse*, Paris, 1900).
BIDOUET. — La chasse et ses responsabilités civiles (*thèse*, Paris, 1906).
Chasseur Français (Le).
FORGEOT. — Les lapins de garenne devant la loi et la jurisprudence
(*thèse*, Paris, 1911).
FRÉMY. — Code de la responsabilité des propriétaires de bois et forêts,
locataires de chasse et de la compétence du juge des référés.
CH. GUYOT. — La chasse en Alsace-Lorraine.
JULLEMIEU et REULLIER. — Les lapins, les dommages aux champs et la
responsabilité civile.
LEBLOND. — Code de la chasse et de la louteterie.

- LÉMONON. — Des dommages causés par le gibier (*thèse*, Grenoble, 1903).
MOYAT. — Étude historique, critique et comparée sur le droit de chasser en général (*thèse*, Paris, 1900).
MENCHE DE LOISNE. — Du droit de chasse en Droit français ancien et moderne (*thèse*, Paris, 1878).
NAFZIGER. — La chasse en Alsace-Lorraine (*thèse*, Paris, 1928).
NIBOYET. — Cours spécial de Doctorat (1930-31). Questions sur la responsabilité.
PONS. — De quelques difficultés en jurisprudence en matière de bail de chasse (*thèse*, Paris, 1912).
SOREL. — Dommages aux champs causés par le gibier. De la responsabilité des propriétaires de bois et forêts et locataires de chasse.
WAHL. — Le droit civil et commercial de la guerre.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1

TITRE I

FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE DOMMAGES CAUSÉS PAR LES LAPINS DE GARENNE

CHAPITRE PREMIER. — Lapin de garenne proprement dit . . .	7
<i>Section I.</i> — Définition du lapin de garenne	9
Historique du droit de garenne	9
<i>Section II.</i> — Conséquence des articles 524 et 564	25
Attitude de la jurisprudence	25
CHAPITRE II. — Lapin ne provenant pas d'une garenne. . . .	32
<i>Section I.</i> — La faute.	34
<i>Section II.</i> — Le dommage.	58
<i>Section III.</i> — Faute de la victime.	63
Cas de force majeure	69

TITRE II

PERSONNES CIVILEMENT RESPONSABLES

CHAPITRE PREMIER. — Voisins liés par un contrat.	76
<i>Section I.</i> — Fermier contre son bailleur	76
<i>Section II.</i> — Propriétaire contre locataire de chasse	86

	Pages.
CHAPITRE II. — Absence de contrat	92
Section I. — Responsabilité du simple permissionnaire. . .	92
Section II. — Locataire du droit de chasse en présence des voisins.	94
Section III. — Détenteur du droit de chasse dans un bois entouré d'une terre et d'un autre bois. . . .	97
Section IV. — Responsabilité de l'usufruitier.	100
Section V. — Propriétaires de bois contigus	101

TITRE III

PROCÉDURE

CHAPITRE PREMIER. — Compétence	107
CHAPITRE II. — Instruction de la demande.	116
CHAPITRE III. — Le Jugement	123
Section I. — Objet du jugement	123
Section II. — Voies de recours. Prescription	125
1 ^o L'Opposition.	126
2 ^o L'Appel	127
3 ^o Le pourvoi en cassation.	128
4 ^o Prescription de l'action.	130
Appréciation du système français	130
1 ^o Critique de la théorie du gibier <i>res nullius</i>	132
2 ^o Le système en vigueur en Alsace-Lorraine	136
CONCLUSION.	142

IMPRIMERIE
HÉRISSÉY
:: ÉVREUX ::